

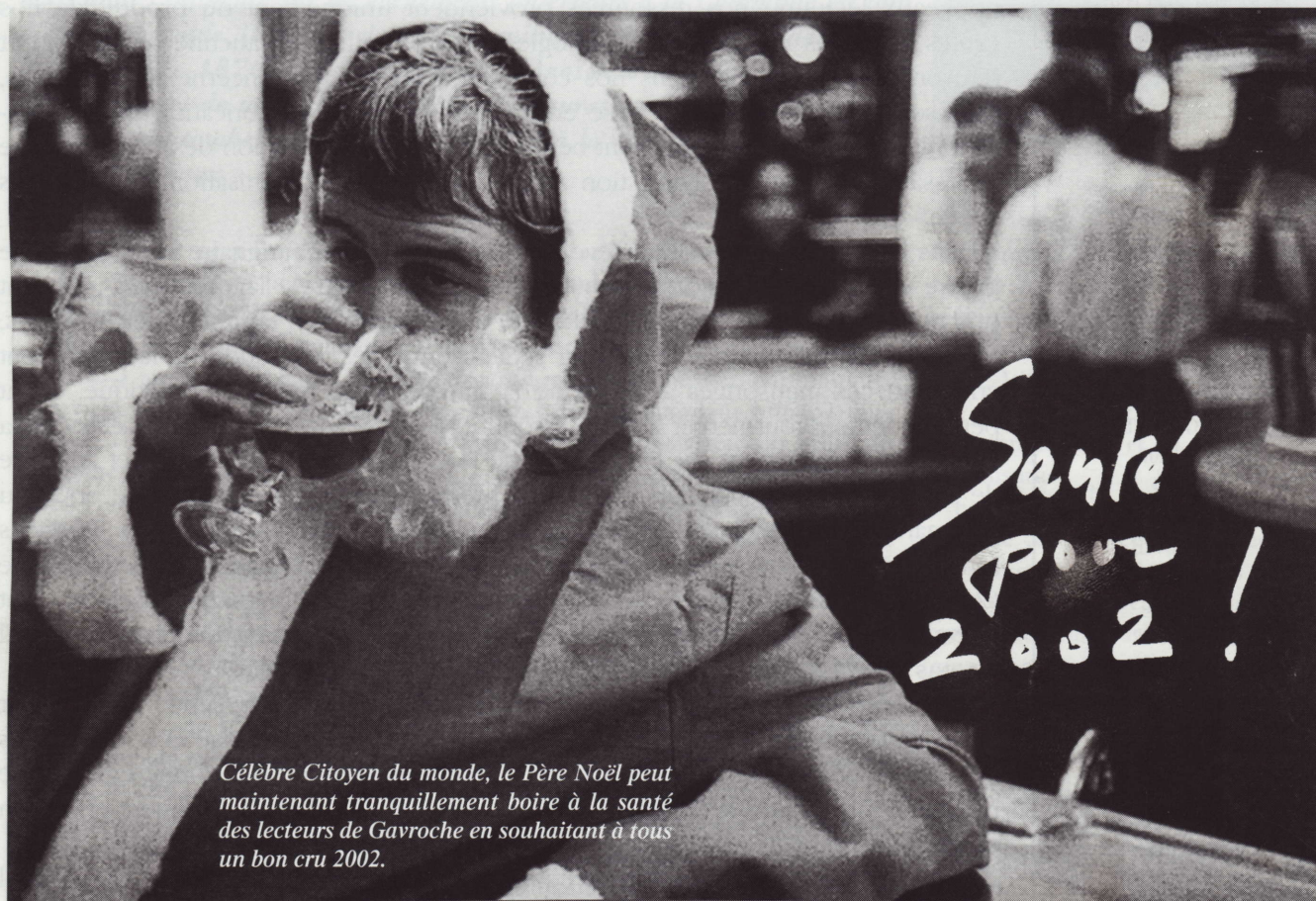


GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 6,50 €

Bimestriel n° 121 – 21^e année – janvier-février 2002



Célèbre Citoyen du monde, le Père Noël peut maintenant tranquillement boire à la santé des lecteurs de Gavroche en souhaitant à tous un bon cru 2002.

**Aux origines de la Commune,
un blanquiste inconnu
PIERRE THEODORE
EMMANUEL SAPIA**

par Pierre-Henri Zaidman

1



**Les contours historiques
d'une fresque sociale centenaire
"JACQUOU LE CROQUANT"**

par Jacques Marais

7



**VILLAGES NOIRS À LA FRANÇAISE :
RENCONTRE AVEC L'AUTRE**

par Jean-Michel Bergougniou
et Philippe David

11



**LA GRANDE GUERRE
EN PREMIÈRE LIGNE**

par Denis Lefebvre ...

18



**LES REVENDICATIONS
DES DOCKERS À MARSEILLE
EN 1935 ET 1936**

par Elisabeth Clavier

22



Et aussi...

Médias
Le temps des livres
La librairie
L'amateur de livres

p. 25
p. 27
p. 31
p. 32

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 121
Janvier-février 2002

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33
E-mail :
contact@floréal-ste.com
Site internet :
<http://www.floreale-ste.com>

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER

Relecture et secrétariat :
Elisabeth COMMUN

Rédacteur en chef :
Claude VIRLOUVET

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.-M. BERGOUIGNOU

E. CLAVERIE

H. FABRE

J.-J. LEDOS

D. LEFEBVRE

M. LEMOUST

J. MARAIS

G. PELLETIER

P. YSMAL

P.-H. ZAIDMAN

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

© Editions Floréal
Tous droits de reproduction
des articles et documents publiés
strictement réservés.

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Comme chaque fin d'année, nous attendons avec beaucoup d'espoir les réabonnements, témoignages de la confiance que vous nous accordez. Une fois de plus, nous n'avons pas été déçus. Les messages d'encouragement et de sympathie nous confortent d'autant plus pour aborder cette vingt-et-unième année dans le calme et la sérénité.

Merci donc à tous. Croyez que nous ferons tout notre possible pour conserver votre fidélité.

Vous le savez déjà, mais il est bon de le rappeler, ne serait-ce que pour nos nouveaux lecteurs : nos ressources proviennent uniquement du produit de nos ventes. Pour des raisons de déontologie, nous ne sollicitons aucune subvention et refusons toute publicité dans nos colonnes. Pour ce qui concerne les dépenses, elles se limitent aux frais de mise en pages, aux coûts de fabrication et d'expéditions, la production littéraire étant bénévole. Toute compensation des hausses passe nécessairement par une correction de nos tarifs et une organisation toujours plus serrée.

Dans le présent numéro nous évoquons, à travers un témoignage vécu, la cruelle guerre de 14-18. Romanciers et historiens d'après-guerre - la première -, avaient pris pour habitude de "refaire une beauté de la guerre", en faisant parler les morts, les faisant mentir, commémorant leur seules vertus. Les politiques, de leur côté, ont entretenu ces mensonges au nom de la traditionnelle flamme patriotique, allant périodiquement tourmenter le Mort inconnu. Nous préférons nous faire l'écho de la vérité. Vérité également sur les origines de la Commune - tant décriée - et l'histoire de Sapia, un des précurseurs. Dans une première partie on découvre ce nouveau commandant du 146^e bataillon de la garde nationale nommé alors que les Prussiens font le siège de Paris depuis dix jours. Il n'a de cesse de demander l'élection d'une Commune contre "un gouvernement qui trompe et affame le peuple". Cela lui vaut une arrestation et un procès avec un acquittement, la démonstration étant faite qu'il n'a pas comploté mais exprimé l'opinion publique des quartiers.

Souvenons-nous aussi de cette véritable émotion publique ressentie en 1969 par les téléspectateurs de l'ORTF. Dans une France encore surprise d'avoir osé les révoltes de 68, Stelio Lorenzi fait vivre à l'écran un Jacquou qui donne envie de se révolter contre toutes les injustices. Redécouverte de Jacquou le Croquant et de son auteur Eugène Le Roy.

Autre histoire et autre émotion avec ces "villageois" venus notamment du Sénégal dans les années 1900 pour "vivre comme chez eux" le temps d'une exposition. Rencontre culturelle ou zoo humain ? Pas si simple. D'où l'intérêt de laisser parler les archives et de prendre le temps de les analyser. Les idées, même les plus partagées aujourd'hui, méritent souvent d'être nuancées par les réalités vécues à l'époque.

Réalités d'un quotidien bien difficile à vivre pour les dockers marseillais. Au-delà des influences politiques locales, leurs luttes, notamment en 1935, les ont fait passer d'un sous-prolétariat voisin de l'ouvrier esclave à un rôle de fer de lance de la classe ouvrière. Leur victoire en février annonce les événements de mai et juin 1936.

Enfin, bi-centenaire oblige, nous rendons hommage à Victor-Hugo sur la quatrième de couverture.

Gavroche

La photo de la "Une" est extraite d'une série de cartes postales sociales et historiques éditées par Maurice Juan. Un tour du monde en 12 cartes postales sans frontières, pour nous parler de notre planète, des femmes et des hommes qui y vivent, ou y survivent, est proposé en co-édition avec Citoyens du Monde (47 F).

Editions Maurice Juan - Mémoires du XX^e siècle - 108, Grande-Rue - 25000 Besançon.
Tél-Fax : 03.81.83.24.81 ou Citoyens du Monde, 15, Victor-Duruy 75015 Paris. Tél : 01.45.31.29.99.

Aux origines de la Commune, un blanquiste inconnu

Pierre Théodore Emmanuel Sapia

Pierre Théodore Emmanuel Sapia est un militant blanquiste mal connu mais dont l'influence sur les événements antérieurs à la Commune est loin d'être négligeable. Il n'a pas de passé de militant, il apparaît soudainement à l'automne 1870 dans les milieux révolutionnaires, est de tous les complots et de toutes les tentatives d'instauration de la Commune pour brusquement tomber sous le feu des mobiles à la tête d'un détachement de gardes nationaux.



Théodore Sapia.

Il est né à Paris le 6 janvier 1838. Son père était avant 1830 secrétaire général de préfecture, il démissionne après la Révolution de 1830 et devient directeur de *La Gazette de France*. Il a une sœur mariée à un dénommé Pierre de Castellane (1) et deux frères, l'un receveur central des finances et anobli, l'autre officier de marine, il se marie à une date inconnue. Il s'engage à dix-sept ans, le 3 mars 1855 au 66^e régiment de ligne et devient caporal le 16 novembre de la même année, puis sergent le 9 janvier 1861 et sous-lieutenant le 12 août 1861 au 1^{er} régiment de ligne. Il participe aux campagnes de Cochinchine et est cité à l'ordre du jour de l'armée, il rentre en France en 1862 et doit subir un traitement à Charenton après une tentative de suicide. Nommé comme percepteur en Algérie, il ne rejoint pas son poste et s'engage à nouveau en 1863, sa demande de réintégration est acceptée par décret impérial du 15 septembre 1863 et il sert au Mexique où il est confirmé comme sous-lieutenant au régiment étranger, il démissionne le 20 septembre 1866 à San Luis de Potosí. Selon un rapport du général Guilhem (2) du 20 septembre 1866, il manifeste une « connivence d'intérêts avec une femme de mauvaise vie se faisant passer pour sa maîtresse et pour son propre nom, trésorier directeur d'une troupe de comédiens. » (3)

Il est engagé comme employé à la banque d'Algérie à Constantine pendant dix-huit mois et fréquente les milieux républicains (il aurait fait partie d'une délégation ayant rencontré Jules Favre en 1869) et revient en France en août 1870.

Le 29 août 1870, il est nommé, sur recommandation probable du général Soumain, à Chartres, capitaine de la 4^{ème} compagnie du 1^{er} bataillon de la garde mobile d'Eure-et-Loir sous les ordres du commandant bonapartiste Delamarlier, il est arrêté sur ordre du général Boyer (4) pour avoir participé à un mouvement pour la République, il est maintenu au secret et conduit vers Dreux pour y être jugé mais est délivré par le commissaire de la République Ernest Labiche. Il est révoqué de son poste le 14 septembre et arrive à Paris où sa femme habite 112 chaussée du Maine. Il s'inscrit dans la garde nationale du XIV^e et est rapidement nommé capitaine-trésorier puis le 30 septembre, chef du 146^e bataillon en remplacement du commandant Berton démissionnaire.

Les républicains demandent le 3 septembre la déchéance de l'Empire; le 4, la

Le général Trochu.



foule envahit le Palais-Bourbon, et Gambetta à la tribune annonce la chute du régime impérial. Accompagné de Jules Favre et de Jules Ferry, il se rend à l'Hôtel-de-Ville et proclame la république: un gouvernement provisoire, sous la direction de Favre et du général Trochu, est constitué.

Entre le 11 et le 13 septembre, le Comité central républicain des Vingt arrondissements émanant des différents comités de défense et/ou de vigilance des arrondissements parisiens est définitivement formé. Son siège au 6 place de la Corderie, est aussi celui du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Internationale.

Le Siègé de Paris par les Prussiens débute le 19 septembre.

Le mercredi 5 octobre, les cinq bataillons de la Garde nationale de Belleville, les 63^e, 172^e, 173^e, 174^e et 240^e manifestent en formation sur la place de l'Hôtel-de-Ville et des délégués sont reçus par le gouvernement à qui ils présentent des revendications en sept points.

Le soir, à l'Hôtel-de-Ville les maires et adjoints d'arrondissements à une courte majorité de 29 voix contre 26, après un débat animé, votent une résolution en faveur des élections immédiates à la Commune (5).

Le vendredi 7 octobre, le gouvernement décide de remettre les élections municipales à la fin du Siègé.

Le Comité central des Vingt arrondissements organise alors une manifestation pour le 8 en vue d'obtenir du gouvernement les élections à la Commune.

Selon Jacques Rougerie, « l'appel du Comité, rédigé et voté le 7, est affiché dans



Le siège de Paris - Les abords des nouvelles boucheries municipales.

la nuit. Malheureusement, les chefs de bataillon de leur côté mal ou insuffisamment avertis arrêtent que la manifestation aura lieu le 10 » (6)

Le vendredi 7, vers trois heures et demi, un « individu venant de Belleville » (7) s'entretient longuement avec Sapia qui donne un mot au sapeur Vimeux du 146^{ème} bataillon pour qu'il le porte au

Revendications en sept points présentées le 5 octobre 1870 par les bataillons de la Garde nationale

1° l'armement de la Garde nationale de Paris avec les chassepots qui jusqu'ici ont été exclusivement réservés à l'armement de la garde mobile

2° le changement complet de système militaire; l'abandon de la tactique impériale si malheureusement continuée sous la République qui consiste à opposer constamment un Français à trois Prussiens

3° la levée en masse de la nation toute entière

4° l'appel immédiat à l'Europe républicaine, aux révolutionnaires de tous les pays qui auront bien vite renversé tous les trônes et, en particulier au citoyen Garibaldi, dont les offres ont été si indignement méconnues

5° les élections immédiates, le peuple français ayant le droit de se gouverner par lui-même

6° l'éloignement de toutes les personnalités justement suspectes qui occupent encore à l'heure actuelle des positions administratives ou politiques fort importantes grâce auxquelles il leur est facile de trahir la République

7° la mise en ordre par la commune de Paris élue par le peuple des ressources et des subsistances qui existent encore dans notre ville, au lieu du gaspillage actuel.

40 rue des Amandiers à Belleville. Une réponse est remise à Vimeux en retour qui se fait arrêter par une patrouille du 12^{ème} bataillon près de la rue Jean-Jacques Rousseau dans le 1^{er} arrondissement, les messages sont confisqués et Vimeux retourne auprès de Sapia qui se serait écrié: « Nom de Dieu! » et l'aurait désarmé et « accablé » d'injures en lui disant qu'il n'est pas « digne d'être du bataillon » et qu'il aurait dû « avaler le mot qu'on lui avait remis ». Le lendemain, Vimeux se rend alors à l'état-major de la place Vendôme pour dénoncer tout cela.

Le message envoyé par Sapia est le suivant:

« Citoyen,

D'après l'avis de vieux républicains, il n'y a pas lieu à manifestation. Le comité des chefs de bataillon réuni à cet effet sous la présidence du citoyen Blanqui, a décidé que le peuple souverain ordonne. Constitué en permanence, il veut l'élection immédiate d'une commune révolutionnaire, pouvoirs illimités. Si le gouvernement prétendu national résiste, la seule manifestation à faire sera de le jeter par les fenêtres; du reste ce soir à la salle Sax à 7 heures, rue St-Georges, vous pourrez me trouver, et ce que décidera la majorité démocratique et révolutionnaire sera fait par moi. Demain matin et jusqu'à midi si vous avez des modifications contraires, veuillez me le faire savoir, je me rendrai avec vous à la manifestation projetée.

Salut et fraternité
Commandant du 146^{ème} bataillon
Sapia » (8)

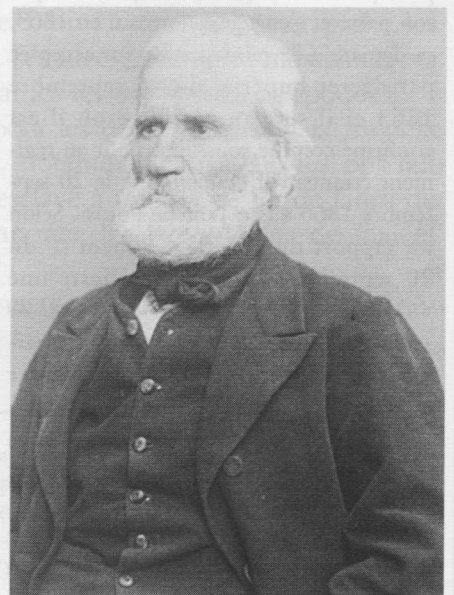
La réponse et l'identité du correspondant de Sapia ne sont pas connues.

Le soir à huit heures, se tient à la salle Sax, 48 bis rue Saint-Georges, une réunion de différents chefs de bataillon de la Garde nationale convoquée par vingt-six commandants du 3^e secteur dont Vallès, Cournet, Ulric de Fonvielle et Louis Noir (9).

La convocation est rédigée ainsi:

« Les chefs de bataillon soussignés, appartenant au 3^e secteur, protestent contre les ordres du jour émanés de l'autorité militaire qui demandent l'établissement des cours martiales, la suppression des caisses de Compagnie et la liberté de maintien ou de révocation des officiers abandonnés à la volonté du Gouverneur de Paris. Ils récla-

Louis Auguste Blanqui en 1870.



ment en outre le droit de subvenir sous leur responsabilité personnelle, à toutes les nécessités d'habillement, d'équipement et de subsistances qui intéressent leurs bataillons. Ils déclarent qu'ils sont dans l'intention de discuter avec l'autorité toutes les mesures militaires qui engageraient les bataillons dont ils sont les chefs. A cet effet, ils se proposent de convoquer leurs collègues à une réunion dont l'ordre du jour sera: « De la défense de Paris confiée aux chefs de bataillon de la garde nationale ». »

La réunion vote par 56 voix sur 86 le renversement du gouvernement et décide l'affichage immédiat de la décision.

Le 8 octobre, Sapia dicte l'ordre suivant: « Le gouvernement provisoire nous joue, toutes les armées de la Loire et du Midi n'existent pas. Ce soir à quatre heures, au Champ d'Asile, réunion en armes avec cartouches. Une délégation de 80 membres va se constituer et aller trouver le général Trochu, s'il ne veut pas se conformer aux réclamations, ordre est donné de le jeter par les fenêtres.

Le commandant. »

Un autre ordre du jour est pris en note par certains secrétaires: « Au premier signal de la trompette, du clairon ou du tambour, les compagnies se réuniront aux Quatre-chemins en face de l'église de Montrouge, munies de leurs armes et de leurs cartouches. Lundi 10 octobre, on se réunira pour les élections révolutionnaires. Ce soir à quatre heures les compagnies se réuniront au champ d'Asile sur l'ordre du commandant de bataillon. »

Devant les hommes réunis, il déclare « ne plus reconnaître les ordres de l'état-major [...], le gouvernement de la défense nationale trompe et affame le peuple », il leur rend compte de la réunion de la salle

Décision du gouvernement du 7 octobre 1870

Le gouvernement avait pensé qu'il était opportun et conforme aux principes de faire procéder aux élections de la municipalité de Paris. Mais, depuis cette résolution prise, la situation ayant été profondément modifiée par l'investissement de la capitale, il est devenu évident que des élections faites sous le canon serait un danger pour la République. Tout doit céder à l'accomplissement du devoir militaire et à l'impérieuse nécessité de la concorde. Les élections ont été ajournées; elles ont dû l'être.

D'ailleurs en présence des sommations que le gouvernement a reçues, et dont il est encore menacé de la part de gardes nationaux en armes, son devoir est de faire respecter sa dignité et le pouvoir qu'il tient de la confiance populaire. En conséquence, convaincu que les élections porteraient une dangereuse atteinte à la défense, le gouvernement a décidé leur ajournement jusqu'à la levée du siège.



Le siège de Paris - Les Prussiens délogés d'une boulangerie.

Sax qui a « voté le renversement du gouvernement [...] Au lieu du gouvernement composé de débris impuissants des vieux partis, il faut des hommes tels que Félix Pyat, Gustave Flourens et le vieux Blanqui [...] il faut le rétablissement de la Commune. » Il conclut en disant qu'il s'attend à être bientôt arrêté et peut être fusillé mais qu'il « doit faire son devoir ». Les élections doivent se tenir le 10, la Commune installée le 11 pour commencer à fonctionner le 12 et Sapia demande de se réunir devant l'église de Montrouge quand l'ordre sera donné.

Le discours provoque des réactions nettement hostiles, certains réclament sa démission, d'autres qu'il soit conduit à l'état-major.

Le rassemblement est rompu sans que l'on puisse déterminer si la pluie en est la cause ou s'il y a un ordre de Sapia qui se réfugie dans un café tenu par le marchand de vin, Rougeot. Il est arrêté et conduit à l'état-major de la place Vendôme. Il est inculpé sur ordre de Trochu (10), d'attentat ayant pour but d'exciter les citoyens à s'armer les uns contre les autres (article 91 du code pénal) et détenu à la Conciergerie. L'enquête est rapidement diligentée par les capitaines Ernest Chaudé, rapporteur et Albert Martin, ministre public.

Il est isolé et inconnu des militants républicains mais il bénéficie déjà d'un prestige non négligeable. Le 11 octobre, Le Réveil publie une lettre de lecteur exprimant sa solidarité: « Si M. Sapia est traduit devant un conseil de guerre, il faut

traduire également devant la juridiction militaire tous les chefs de bataillon qui ont distribué des cartouches pour manifester contre une manifestation désarmée. »

C'est à ce moment que Sapia entre en relation avec les blanquistes. En effet les premières réactions sont plutôt circonspectes. Relatant son arrestation, *La Patrie en Danger*, le journal des blanquistes, indique: « Le Journal des Débats assure qu'un citoyen Sappia commandant du 146^e bataillon et ancien accusé du complot de Blois aurait été arrêté par ses gardes. Il y a là erreur volontaire ou involontaire, nous ne savons car *Le National* a indiqué depuis longtemps que le Sappia de Blois avait quitté Paris par les soins de la police bonapartiste. » (11)

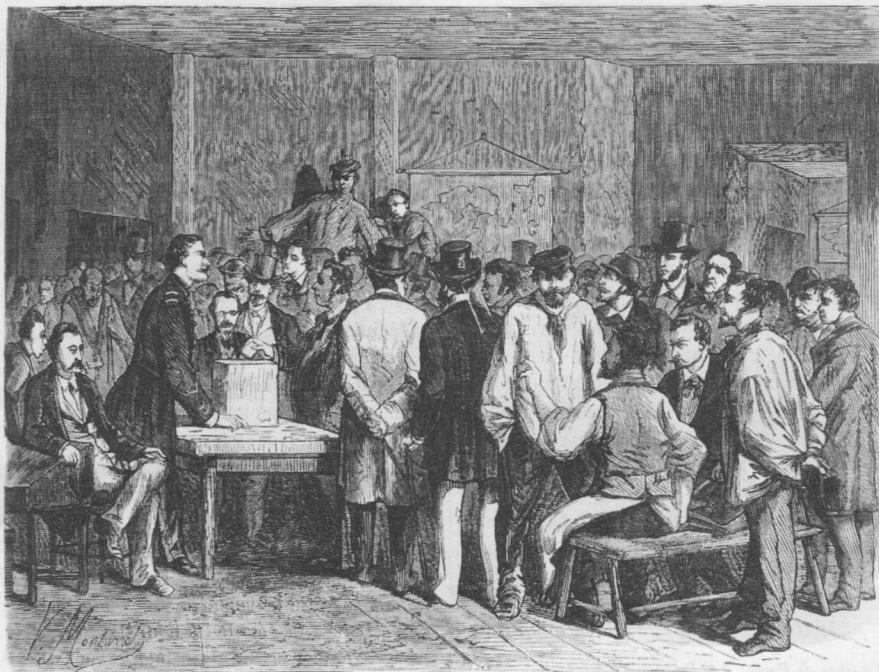
Appel à manifester du Comité central des Vingt arrondissements le 8 octobre

Grande manifestation - Par suite de l'ajournement des élections de la municipalité de Paris, la garde nationale et tous les citoyens qui veulent l'élection de la Commune de Paris sont invités au nom du Comité central Républicain à se rendre aujourd'hui, samedi 8 octobre, à deux heures du soir, sur la place de l'Hôtel-de-Ville afin de manifester hautement leur opinion.

Les délégués des vingt arrondissements de Paris sont chargés de porter au gouvernement les résolutions votées par les réunions populaires fixant les élections municipales à la semaine prochaine.

Les Citoyens Camelinat, Johannard, Lefrançais, Dupas, Treillard

Ed. Vaillant président E. Roy assesseur
Chatelain secrétaire



Citoyens volontaires pour former de nouveaux bataillons de la garde nationale. Illustration d'un vote pour nommer leurs chefs.

Quelques mots d'explication sont nécessaires pour comprendre la réserve des blanquistes. Du 19 juillet au 8 août 1870, 62 militants républicains sont traduits devant la Haute Cour à Blois pour conspiration dont un dénommé Sappia, originaire de Nice, qui « nie s'être jamais occupé de révolution », il est condamné à 15 ans de détention mais semble avoir été libéré par la police et est considéré comme indicateur. Plusieurs militants blanquistes (Ferré, Mégy) figuraient dans les accusés de Blois et l'ambiguïté est facile à lever.

Le journal continue d'être suspicieux le lendemain : « Le commandant de la garde nationale Sappia est déféré au conseil de guerre. Certains journaux le désignent comme le comploter de Blois. Nous persistons à en douter. »

Finalement le 13 octobre, le journal écrit : « Le Gaulois nous donne raison aujourd'hui, le commandant Sappia traduit devant le Conseil de guerre n'est pas le Sappia de Blois. Les autres journaux réactionnaires cesseront-ils de diffamer ce commandant de bataillon. Nous en doutons. Il est si commode et si généreux d'insulter les patriotes emprisonnés. »

Les contacts peuvent se nouer et Sapia est défendu par les blanquistes avant de devenir un ardent militant.

Le 14 octobre puis le 18 et le 20, *La Patrie en Danger* publie trois lettres de Sapia démentant toute confusion avec « l'agent salarié de l'ancienne police » et présentant sa défense. Il jure ne connaître « Blanqui et Flourens que de vue

seulement ». Le 19, Tridon prend publiquement position en sa faveur en concluant : « L'agression violente tentée contre le commandant Sapia avait pour but de lui arracher des déclarations contre ses collègues. Furieuse de se voir déçue de son espoir, la Réaction se venge sur l'homme de cœur qui n'a pas voulu servir d'instrument à ses colères [...] Supporteront-ils, sans baisser la tête, ce fier et courageux regard ? »

La disette à Paris vue par les Prussiens. Bagarre aux halles de Paris.



Le 22 octobre, le journal écrit : « Nous espérons que le Conseil ne servira pas d'instrument à ces passions basses et invitons tous les patriotes à aller encourager de leur présence et de leur sympathie ces deux nouvelles victimes (12) de la Réaction. »

Le dimanche 16 octobre, Sapia écrit au journal *L'Avant-Garde* pour protester contre un commentaire d'un rédacteur, G. Sol qui avait traité en termes peu amènes une lettre de gardes nationaux du 169^e bataillon en faveur de Blanqui : « Répudié pour ses opinions politiques, répudié comme incapable, M. Blanqui et ceux qui le suivent aveuglément nous laisseront-ils enfin travailler énergiquement et activement à l'expulsion des Prussiens ? »

Il répond notamment : « Ni moi ni mes amis ne sommes des agitateurs : si nous voulons l'élection d'une Commune, c'est que nous croyons, ce qui nous paraît très pratique, éloigner au contraire l'agitation qui deviendrait inévitable avec la prolongation du siège de Paris ; c'est que nous croyons par ce moyen arriver à fonder sur des bases inébranlables, une république durable, et éloigner à tout jamais de ses chefs élus les soupçons, plus ou moins fondés, de réaction, d'orléanisme, qui lui enlèvent toute confiance et tout crédit. »

Il est traduit le 21 octobre devant le Conseil de guerre du 9^e secteur de la Garde nationale. L'organisation des conseils de guerre de la Garde nationale

de Paris résulte du décret du 27 septembre 1870 qui a institué neuf conseils spéciaux, un Parquet sous la direction des commandants Dutard et Durieux, l'obligation pour les avocats d'avoir le grade de commandant, de capitaine pour les rapporteurs qui assurent l'instruction. Toutes les audiences se tiennent au Palais de Justice.

L'audience est présidée par l'amiral Le Couriault du Quilio (13), les assesseurs sont les chefs de bataillon de la Garde nationale, Bixio, Brun, Letellier, Germain, Goupil, Huillier et deux suppléants, Laurent et Berenger (14). Le commissaire du gouvernement est Albert Martin, le rapporteur, le capitaine Ernest Chaudé et Sapia est défendu par Lachaud. La police de l'audience est assurée par le 16^e bataillon du 7^e arrondissement.

« Sa vieille mère impotente, âgée de 85 ans n'a pu arriver jusqu'à lui une personne qu'elle envoyait pour le voir [...] » (15)

Sapia est décrit par La Gazette des tribunaux qui rapporte avec précision le déroulement des audiences, comme *« jeune, de taille moyenne, porte des petites moustaches noires, son teint est légèrement bronzé, il a les yeux bleus, vifs et intelligents. »*

Les débats portent sur sa personnalité, sur le déroulement précis des événements des 7 et 8 octobre : la lettre interceptée, la convocation du bataillon, la rupture des rangs, la révocation d'un officier le capitaine Duchêne, ses justifications et motivations. De nombreux témoins interviennent pour le défendre ou l'accabler. Sapia se défend longuement.

Il énonce en premier que la lettre saisie sur Vimeux révèle qu'il était *« dans l'intention d'installer la Commune le 10 mais elle n'établit aucun complot pour le 8. »* Il refuse d'indiquer le nom du destinataire de la lettre et répond que *« le préfet de police qui a fait intercepter mes lettres pourrait bien le dire, ce n'est pas à moi à vous le déclarer »*. Il réfute l'idée de complot en faisant valoir que les convocations au rassemblement du 8 relevaient de la procédure habituelle et qu'elles ont été écrites par les secrétaires des différentes compagnies et communiquées suffisamment à l'avance pour que l'idée de *« complot »* ne puisse même pas être envisagée : *« Jamais un conspirateur n'aurait donné douze heures à l'avance l'ordre de conspirer, si j'avais fait cela, vous m'auriez fait enfermer, vous ne m'auriez pas traduit devant le Conseil de guerre. »* Il indique que l'origine des poursuites est due, au

Gardes du 146^e bataillon qui interviennent comme témoins au procès de Sapia

Paul Gaume : 24 ans, doreur, sergent-major.

R. Jeanne : 24 ans, doreur, sergent-major.

Desermant : 21 ans, sergent-major, doreur sur bois, il demeure 7 sentier Vandale.

Arsène Duchêne : 37 ou 47 ans, capitaine-adjutant-major, principal clerc d'avoué.

Alexandre Helloph (ou Heloff ou Elophe) : Capitaine en second de la 4^{ème} compagnie, employé au chemin de fer de l'Ouest, il est domicilié 87 rue de Constantine.

Louis Vimeux (ou Vincent) : 32 ans, sapeur, jardinier.

Gustave Casimir Louis : Né en 1825, tailleur de pierre, sous-lieutenant à la 4^{ème} compagnie, il est domicilié 35 passage Saint-Victor, il perd son grade pour cause d'ivresse, il est renommé sergent-major début mai 1871, il est condamné par le 4^{ème} Conseil de guerre à la déportation simple, peine commuée en dix ans de banissement.

Garny (ou Garni) : Capitaine de la 1^{ère} compagnie, il est domicilié 31 rue Bezout.

Louis Grenet (ou Gresset ou Grosset) : Lieutenant en second à la 4^{ème} compagnie, il est domicilié 25 rue de la Procession, employé aux halles centrales.

Hoenoch : garde

Gambier : 35 ans, capitaine en second à la 3^{ème} compagnie, il est domicilié 43 chaussée du Maine.

Alexandre Garnier : Capitaine en second à la 5^{ème} compagnie*.

* Un Garnier, ouvrier fondeur, ancien garçon de bureau de mairie, domicilié rue d'Alésia, sera membre de la commission provisoire du XIV^e après le 18 mars.

Guilbourg (ou Guibourg) : 24 ans, comptable, capitaine.

Joseph Toussaint Brunet (ou Brumier) : 52 ans, capitaine de la 2^{ème} compagnie.

Jules Saul : Lieutenant, porte-drapeau.

Georges Petit : Sergent-major à la 6^{ème} compagnie.

Gardien : Capitaine en premier de la 6^{ème} compagnie.

Armand Feuillard : Clerc d'avoué, sergent aux écritures.

Schneider : Lieutenant. On ne possède aucun renseignement sur lui, il est probablement le Schneider signataire de l'Affiche rouge et officier des Volontaires de Montrouge. Il témoigne au procès de Sapia. Un dénommé Ferdinand Schneider, capitaine au 81^e bataillon, présent à Châtillon le 4 est acquitté par le 4^{ème} Conseil de guerre le 7 septembre 1871.

Ernest Thierry : Sergent-major à la 2^{ème} compagnie*.

* Un dénommé Antoine Thierry, corroyeur, capitaine au 146^e est condamné par contumace le 23 novembre 1872 par le 10^{ème} Conseil de guerre à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Léon Dagü : 25 ans, sergent-major à la 1^{ère} compagnie.

Gay : Caporal sapeur.

Alphonse Justin Rozier : Capitaine en second de la 6^{ème} compagnie, il devient commandant du 146^{ème} bataillon, condamné par contumace à la déportation en enceinte fortifiée.

Joseph Jules Reure : 28 ans, employé au Crédit Foncier, capitaine en second à la 3^{ème} compagnie, il est domicilié rue Mouton-Duvernet.

Jules Defermont (ou de Fermont) : sergent major au 146^e.

Pierre Grot (ou Gros) : Caporal à la 2^{ème} compagnie, il est domicilié impasse Sainte-Marie.

Férréol : 33 ans, douanier, sergent fourrier à la 4^{ème} compagnie.

Arthur Melin (ou Merlin ou Mesin ou Melingre) : Garde à la 3^{ème} compagnie, il est domicilié 113 chaussée du Maine.

Beja (ou Bezia) : Sergent-major à la 8^{ème} compagnie.

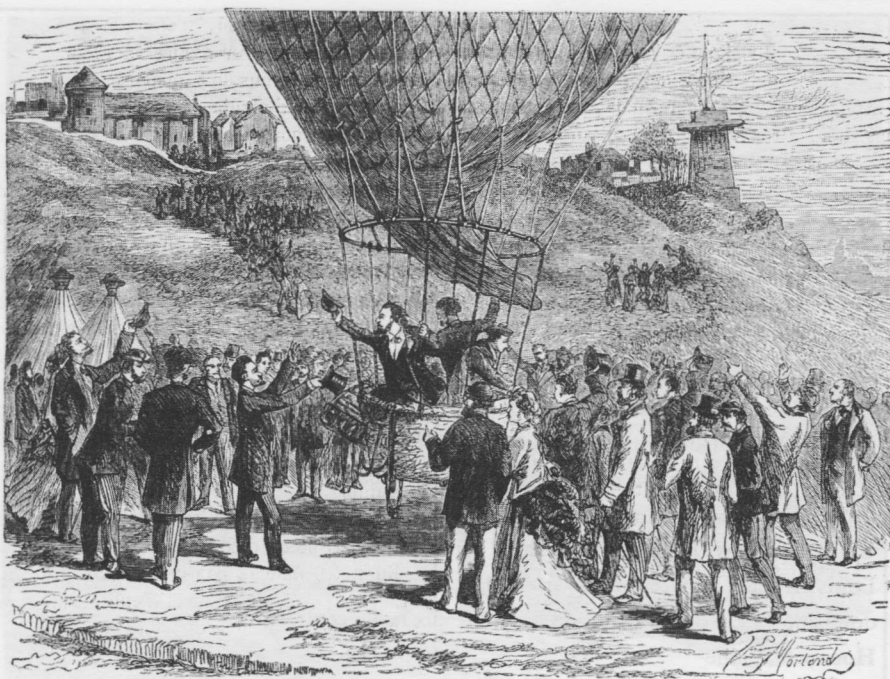
Paget (ou Pagis) : Sergent-major à la 1^{ère} compagnie.

Albert Lecercle, Sergent-major à la 3^{ème} compagnie.

Simon : Sergent-major à la 5^{ème} compagnie.

Bidet : Sergent-major à la 7^{ème} compagnie.

Pierre Fortuné Jaume : Capitaine



Le 7 octobre, départ en ballon-poste de Gambetta, ministre de l'Intérieur.

capitaine Duchêne contre qui a été engagée une procédure de destitution « parce qu'il avait des habitudes d'ivresse » et conclut : « c'est pour empêcher la guerre civile que je voulais la Commune, ce n'est pas là ouvrir la porte aux Prussiens. Je trouvais au contraire que le gouvernement n'agissait pas assez. [...] On veut me faire passer pour avoir l'esprit dérangé ; si j'ai été malade après avoir quelque temps habité les pays chauds, je n'ai jamais perdu la netteté de mes idées ; je veux votre justice ; mais pas la pitié. L'énergie n'est pas l'exaltation de la folie. »

Trente-quatre gardes du 146^{ème}, soldats et officiers témoignent.

Les témoignages divergent sur les conditions de rupture des rangs certains avançant un ordre formel d'autres soulignant que le tumulte provoqué par le discours et la pluie en sont la cause.

Tous confirment que l'ordre de réunion a été fait oralement et que les écrits produits ne sont que des transcriptions écrites par les secrétaires de compagnie.

Mais les témoins les plus importants sont Gromier, commandant du 74^e bataillon et Ducoudray, maire du XIV^e. Leurs déclarations favorables à Sapia gênent l'accusation et sont en grande partie à l'origine de son acquittement.

Marc Amédée Gromier rapporte que dans la soirée du 6, il demande à Dorian (16) s'il y aurait des élections à la Commune et s'il est urgent d'y procéder. Dorian lui aurait répondu de soumettre la question aux hommes du bataillon qui

répondent oui à une large majorité (1152 oui, 654 non). Il conclut : « C'est moi et le citoyen Dorian qui sont causes du vote qu'a voulu faire le citoyen Sapia. (17) »

Embarrassé, le commissaire du gouvernement déclare : « Vous n'avez dans votre bataillon, fait de menaces à personne pour faire triompher votre opinion, vous avez agi sagement. »

Elie Ducoudray (18) refuse de prêter serment : « Le bataillon est composé d'éléments riches et d'ouvriers hostiles aux sentiments monarchiques. Le commandant Sapia représentait la grande majorité de l'opinion et s'il était condamné, l'arrêt condamnerait l'opinion publique de tout le quartier. »

Le commissaire du gouvernement achève son réquisitoire en ces termes : « Pour nous, c'est un homme qui vit dans une surexcitation perpétuelle et extrême. Nous savons qu'il a dû être, par les soins des siens, conduit dans une maison de santé. Sa santé n'est pas solide, et c'est nous le croyons une sorte de fou criminel. »

Son avocat plaide : « C'est un crime politique qu'on vous donne à juger et non un crime militaire. Sapia est poursuivi comme citoyen et non comme chef de bataillon ; de quel droit alors fouillez-vous son passé, recherchez vous quelles ont pu être ses passions ! Ce que je sais, ce que tous proclament, c'est qu'il est brave, et à cette heure où la patrie est danger, c'est une vertu qui est au dessus de toutes les autres. »

Sapia est acquitté par quatre voix contre trois. Tridon dans *La Patrie en Danger* du 25 octobre se réjouit de la

décision : « Honneur au Conseil de guerre ! le jésuitisme, enivré de son triomphe et de nos désastres, sait qu'il aura à compter avec lui. »

(suite au prochain numéro)

Pierre-Henri Zaidman

(1) Louis Charles Pierre de Castellane, 1824-1883, militaire et diplomate.

(2) Pierre Victor Guilhem, 1815-1870, militaire.

(3) A son procès, il sera fait état d'une attestation de bonne conduite délivrée par le général Négrier* mais non produite.

* François Oscar de Négrier, 1839-1913, militaire.

(4) Napoléon Boyer, 1820-1888, militaire.

(5) *Le Rappel* n° 483, 8 octobre 1870. Le journal indique que Favre maire du XVII^e, Clemenceau et A. Laffont maire et adjoint du XVIII^e, favorables à la tenue des élections étaient absents.

(6) Séance du 6 octobre, dans Jacques Rougerie - *Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des Vingt arrondissements* - Le Mouvement social n° 37, octobre-décembre 1961, p. 3-29.

(7) Témoignage de Vimeux - *Gazette des tribunaux* du 22 octobre 1870.

(8) *Gazette des tribunaux*, 22 octobre 1870.

(9) Les autres signataires sont : A. de Frémicourt, Ducoille, Braconnot, Stuber, Designolles, Jazerand, Bravard, Saunier, Janvier, Jacquot, Artault, Cyrille, Dubourg, Henry Prodhomme, Demaze, Brunel, E. Baral, de Chasteney, Thorel, Jourault jeune, Advenin, Simonin.

(10) Louis Trochu, 1815-1896, militaire, gouverneur militaire de Paris en 1870, puis président du gouvernement de la Défense nationale.

(11) *La Patrie en Danger* n° 31, 11 octobre 1870 (20 vendémiaire 79).

(12) En même temps que Sapia, est jugé Pavy, sous-lieutenant au 143^e bataillon pour avoir crié « Vive la Révolution sociale ! » Il est condamné à un mois de prison.

(13) Antoine Louis Marie Le Couriault du Quilio, 1815-1877, marin.

(14) Germain, Maurice Bixio et Edmond Goupil sont chefs du 19^e, 84^e et du 115^e bataillons du 6^e, Letellier, Laurent et Brun sont chefs des 46^e, 103^e et 136^e bataillons du 14^e, Huillier est chef du 43^e bataillon formé de réfugiés des départements envahis par les Prussiens.

(15) *La Patrie en Danger* n° 42, 22 octobre 1870 (1^{er} brumaire an 79).

(16) Pierre Frédéric Dorian, 1871-1873, ingénieur des mines, saint-simonien, député de l'opposition en 1863 et 1869, membre du gouvernement après le 4 septembre, réélu député le 8 février, il prend parti pour la Commune.

(17) Gromier rapporte dans ses souvenirs la situation dans le 74^e bataillon au mois d'octobre et cite des chiffres différents : 1564 votes en faveur de la Commune et 12 non pour le statu quo (Pierre De Lano - *Journal d'un vaincu* - Victor-Havard, éditeur (1892) - 293 p., p. 242). *Le Combat* n° 29 du 14 octobre 1870 (23 vendémiaire an 79) indique 839 pour le oui, 172 pour le non, sans vote de la 3^{ème} compagnie qui est de garde. *Le Combat* n° 25 du 10 octobre 1870 (19 vendémiaire an 79) contient une déclaration de Gromier qui donne les mêmes chiffres. Le Réveil n° 480 du 25 octobre donne le résultat suivant dans le 135^e bataillon du XX^e : 1576 pour la Commune, 4 contre.

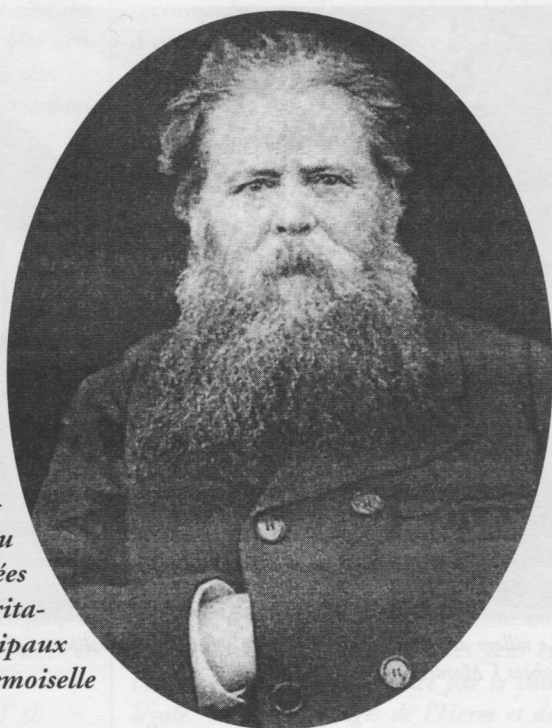
(18) Elie Ducoudray, maire provisoire du XIV^e jusqu'au 21 octobre 1870, il participe à la manifestation du 22 janvier, sous la Commune, il fait partie de la Société des Amis de l'Enseignement, il défend Verduré, membre de la Commune devant le 3^{ème} Conseil de guerre.

Les contours historiques d'une fresque sociale centenaire "Jacquou le Croquant"

d'Eugène Le Roy

Eugène Le Roy (1836-1907) est le romancier de "Jacquou le Croquant" dont la première publication fut acceptée par Calmann-Lévy le 24 janvier 1900. Œuvre impérissable dont la série télévisée de Stellio Lorenzi en 1969 a ému la France contemporaine ; la révolte héroïque des Croquants du Périgord ne constitue pourtant qu'un épisode des nombreux mouvements sociaux du XIX^e siècle. L'art magistral et captivant d'Eugène Le Roy, ses idées profondément humanistes et son combat exemplaire contre l'autoritarisme, le cléricalisme et l'oppression sont gravés dans ses principaux romans : "Le Moulin du Frau", "Les Gens d'Auberoque", "Mademoiselle de La Ralpie", "L'Ennemi de la Mort", etc...

De ce point de vue, Eugène Le Roy est un génie de la littérature française.



Eugène Le Roy, portrait dit "Le soir de sa vie".

Nos amis contemporains sont nombreux à avoir lu "Jacquou le Croquant" ! Ce récit singulier du dernier des croquants du Périgord dont l'épopée touchante embrasse les événements historiques de la chute de Napoléon 1^{er} à la fin du XIX^e siècle, suscite un vif enthousiasme.

Célébrons

une œuvre centenaire !

Sur l'historique du manuscrit, Eugène Le Roy indique qu'il fut "commencé vers le mois de mars 1896 et achevé en mai de l'année suivante". Au printemps 1899, La Revue de Paris, publie le récit en feuilleton dans les colonnes de son journal. La première édition est assurée par Calmann-Lévy en janvier 1900. A l'époque, le tirage de cinq cents exemplaires mettait en relief la prudence des éditeurs vis-à-vis des écrivains du terroir.

L'enthousiasme d'un public jeune, captivé par le passé, marque les années 1920-1937. Dans cette période, le roman est diffusé à plus de vingt mille exemplaires, grâce à treize éditions successives.

Séduit par l'épopée de Jacquou, le réalisateur Stellio Lorenzi porte à l'écran les six épisodes de ce feuilleton. La qualité de l'adaptation est remarquable et le scénario s'avère conforme à l'œuvre

d'Eugène Le Roy. A l'époque des téléseigneurs en noir et blanc, l'O.R.T.F. enregistre des records d'audience...

De façon définitive, le mythe de Jacquou incline les générations contemporaines à s'intéresser à la vie de leurs aïeux (en quelques mois, le livre s'est vendu à plus de cent cinquante mille exemplaires). Aujourd'hui, on ne compte plus les innombrables rééditions du roman, traduit dans plusieurs pays.

En 1999, les trois vidéo cassettes de quatre-vingt-dix minutes chacune, permettent à tout public de redécouvrir ce feuilleton émouvant.

Jacquou, le dernier des Croquants du Périgord

Depuis plus d'un siècle, "Jacquou le Croquant" a déconcerté un public peu coutumier d'une littérature légitimant l'apostolat social !

Dans ce roman, originellement intitulé "La Forêt Barade", Eugène Le Roy fait le récit de la souffrance de la paysannerie à l'époque des seigneurs de l'Ancien Régime. Dans l'histoire de la littérature française, l'atavisme du dernier des Croquants du Périgord symbolise le rêve de justice et le sentiment moral d'équité, cher au peuple opprimé...

Les premières pages s'ouvrent sur la description poignante des galetas paysans

en 1815. En ce temps-là, l'abdication de Napoléon 1^{er} rappelle sur le trône Louis XVIII et les ultraroyalistes qui proclament le rétablissement dans leur charge des anciens serviteurs de la royauté et l'adoption du drapeau blanc.

Dans ce coin du Périgord noir, la famille Ferral exploite durement une mauvaise métairie du comte de Nansac située sur la lisière de la forêt Barade.

Image forte et poignante, le spectacle profondément triste de cette nuit de Noël où le petit Jacquou assiste avec sa mère à la célébration de la nativité dans le faste solennel de la chapelle du château de l'Herm !

Tenue à l'écart dans un renfoncement de l'édifice, la gueuserie des paysans constitue un contraste frappant avec l'opulence insolente de la bourgeoisie parvenue. Les traîne-misère, la faim au ventre sans cesse aiguillée par les abois d'un estomac creux, songent à la formidable ripaille des châtelains. Pendant qu'ils reprennent les chemins neigeux de la forêt, repaire des brigands et des loups, Martissou, le père de Jacquou, braconne pour l'honnête subsistance de sa famille.

Le symbole des luttes paysannes.

Dans cette noirceur sociale, l'épopée historique de la persécution des paysans



Le village de Fanlac - La maison du Chevalier de Galibert : d'après le roman "Jacquou le Croquant".
(photo J. Marais).

du sud-ouest hante la mémoire du narrateur.

Martin Ferral, dit le Croquant, tire ce sobriquet de plusieurs ancêtres qui, poussés par la misère, les prélèvements excessifs et les humiliations des seigneurs, se soulevaient une première fois en 1594, sous le règne d'Henri IV. De nouveau en 1707, les *Tards Avisés*, noms donnés aux paysans des régions du Quercy, du Périgord et d'Agenais, s'insurgeaient violemment contre la fiscalité royale.

Dans cet esprit, Eugène Le Roy inculque à son œuvre un profond atavisme et attribue au grand-père de Jacquou, l'incendie du château seigneurial de Reignac sous la Convention. Quant à la forte personnalité de Martin Ferral, elle perpétue la détermination de cette lignée de paysans épris d'une justice naturelle fondée sur la reconnaissance des droits de chacun. Son tempérament, pénétré d'altruisme pour ses égaux, ne peut se résigner sans révolte à l'autorité arbitraire du régisseur Laborie.

Après mille exemples de cruauté du comte de Nansac et des siens, Ferral est chassé de la locaterie : Insoumis il dénonce une loi féodale qui impose que les jarrets des chiens des vassaux soient sectionnés pour prévenir toute intention de braconnage. Au cours d'une expédition punitive et sous les yeux du petit Jacquou, le régisseur Laborie abat cyniquement l'animal d'un coup de fusil. Marie Ferral est blessée au visage.

Insurgé par tant d'injustice et cédant à un sentiment de haine mûrement réfléchi

par tant d'années de résignation, Martin Ferral s'empare d'une arme et terrasse le tyran.

Fou d'indignation, le comte organise une gigantesque battue mais il ne parvient pas à appréhender le fugitif qui se réfugie au cœur de l'immense forêt Barade chez son ami Jean le Charbonnier... Cependant, la promesse de deux Louis d'or et du travail pousse un pauvre gueux à dénoncer le tyrannicide qui est arrêté, emprisonné et jugé à Périgueux. Condamné aux galères, Martin Ferral meurt d'épuisement et de chagrin, trois mois plus tard...

La vindicte populaire

Très miséreux et chassés de partout, Jacquou et sa mère errent dans l'espoir d'un engagement auprès des fermes alentours. Pour ne pas mourir de faim, Marie s'emploie à des tâches laborieuses et ordinairement réservées aux hommes vaillants mais la malheureuse s'épuise lamentablement. Quand le travail vient à manquer... la misère de Jacquou et de sa mère est plus âpre encore !

Les va-nu-pieds trouvent refuge dans les ruines d'une ancienne tuilière de la forêt Barade. En ces lieux, hantés par le souvenir du comte de Nansac, ils profèrent un serment vindicatif, conforme aux traditions païennes antiques. Dans l'esprit du petit Jacquou qui n'a que neuf ans, cette promesse à la valeur d'une imprécation très solennelle...

Voyant sa mère décliner peu à peu, terriblement affaiblie par les privations et la tristesse, une nuit l'enfant déserte la chaumière, emplit son sabot de cendres et incendie la forêt du château de l'Herm. La misère et la maladie emportent la pauvre Marie, laissant Jacquou face à une destinée incertaine...

La "sagesse" du curé Bonal

Pendant quatre jours, le petit orphelin cherche à se louer inutilement au hasard des grosses fermes. Quelquefois par honte de mendier, il ne mange pas et la nuit descendue, il s'endort au pied d'un châtaignier, dans un tas de bruyère. Sa longue errance le conduit à Fanlac où il s'assied un moment sur le parvis de l'église. L'Angelus de midi ébranle le clocher quand le curé Bonal sort et l'interroge.

- "Que fais-tu là, petit ?"

- Je m'étais levé, et, pendant que je lui racontais mon histoire, en gros, il me regardait d'un air de compassion. J'étais bien fait pour ça, car, depuis que je traînais mes habillements, ils étaient en guenilles. Ma culotte trouée laissait voir ma peau, et, toute effilochée, ne me venait guère qu'au-dessus du genou, tenue tant bien que mal par une cheville de bois à mode de bouton. Ma veste était de même, déchirée partout, et ma chemise, sale, usée et toute percée. Mes pieds nus et poussiéreux étaient égratignés par les ronces, et mes jambes de même. J'étais nu-tête aussi, mais, dès cette époque, j'avais une épaisse tignasse qui me gardait du soleil et de la pluie. A mesure que le curé m'examinait, je voyais, dans ses yeux couleur de tabac, sourdre une grande pitié..." (1)

Le brave curé avait tant de charité pour les déshérités et les opprimés, qu'il fut ému par la détresse de Jacquou. Il recueille l'enfant à la maison curiale, le reconforte, l'habille de ses chemises et partage son couvert et son gîte. Aidé dans sa tâche par le chevalier Galibert - un noble érudit, charitable et modeste, vivant en marge des puissants - le curé Bonal inculque à Jacquou une bonne éducation et l'instruit de connaissances éclectiques essentielles. Reconnaisant, Jacquou témoigne par son travail d'une juste gratitude à ceux qui le traitent si bien.

Les années d'apostolat du prêtre de Fanlac s'interrompent de façon brutale.

Sous la pression des ultraroyalistes du clergé qui lui reprochent d'avoir prêté serment à la Constitution civile en 1790, le curé est révoqué comme un scélérat. Secondé par *Jacquou*, Bonal se reconver- tit dans une activité paysanne modeste à la Granvale. Cette expérience met l'accent sur la noblesse morale du métier de cultivateur...

Mais un jour, il arrive un grand mal- heur au brave Bonal : en sortant de la maison pour aller ramasser des marrons, il succombe à une attaque. Béni seule- ment avec un brin de rameau, les siens l'enterrent selon son souhait, sous le gros marronnier qui fut planté le jour de la naissance de son père. Dans une armoire qui contenait quelques hardes, on trouva bien un testament au profit de *Jacquou* mais le document, non daté est entaché de nullité. Chassé par un lointain héri- tier, *Jacquou* se retranche dans la char- bonnière de Jean, aux Maurezies, et s'emploie à la fabrication du charbon de bois. Le temps est venu pour le jeune homme de formuler des projets passion- nés avec Lina, son amie d'enfance...

Le comte de Nansac : cliché de la société féodale

Un soir, *Jacquou* coupe la bruyère pour "faire paillade" à ses bestiaux. Sur le che- min, un fiacre l'aborde à vive allure et une voix méprisante s'élève :

- Holà ! maraud, te rangeras-tu !

- Le sang me monta à la tête comme par un coup de pompe, mais je fis semblant de n'avoir pas ouï ; seulement, lorsque je sen- tis sur mon cou le souffle des naseaux du cheval, je me retournai tout d'un coup, et, attrapant la bride de la main gauche, de l'autre je levai ma pioche :

- Est-ce donc que tu veux écraser le fils après avoir fait crever le père aux galères ? Dis, mauvais Crozat !

De ma vie je n'ai vu un homme aussi étonné. D'habitude, les paysans se hâtaient de se garer de lui lorsqu'il passait, de crainte d'être jetés à terre, ou, pour le moins, d'attraper quelque coup de fouet : aussi était-il tout abasourdi. Mais ce qui l'estomaquait le plus, c'était ce nom de Crozat, si soigneusement caché, ce nom de son grand-père le maltôtier véreux, que le fils du Croquant lui jetait à la face en lui rendant son tutoiement insolent.

Il mit son fouet sur sa botte et tira son couteau de chasse. Le cheval, une bête ner- veuse, grattait la terre et secouait la tête.

- Lâche la bride de mon cheval, méchant goujat !

La colère me secouait :

- Pas avant de t'avoir craché encore une fois à la figure, misérable, le nom de ton grand-père, Crozat le voleur !

Et lâchant la bride du cheval qui se cabrait, je fis un saut en arrière et je me trouvai dans le taillis, tenant toujours ma pioche levée.

Il resta là un moment, pâle de rage froide, les yeux venimeux, grinçant les lèvres et cherchant à foncer sur moi. Mais le cheval, quoique rudement éperonné, à la vue de la pioche levée reculait effrayé. Alors, voyant qu'il ne pouvait m'aborder de face, et que le bois épais me défendait, le comte rengaina son couteau de chasse, et s'en alla en me jetant ces mots :

- Tu paieras cela cher, vermine !" (2)

Dans ces moments-là, surtout, *Jacquou* ravive sa haine et la profonde aversion pour l'odieux comte. Il ressasse les mal- heurs de sa famille, de la mort de son père aux galères du roi, de sa pauvre mère agonisante et de son serment de ven- geance, proféré contre la tyrannie du tout puissant, capable de tout, n'ayant jamais fait de bien à personne mais beaucoup de mal... Le jeune homme se remémore les récits de Jean le Charbonnier témoignant de la manière selon laquelle le comte s'était enrichi au temps où il trempait dans de sombres affaires de contre- bandes. Pour l'avoir formellement

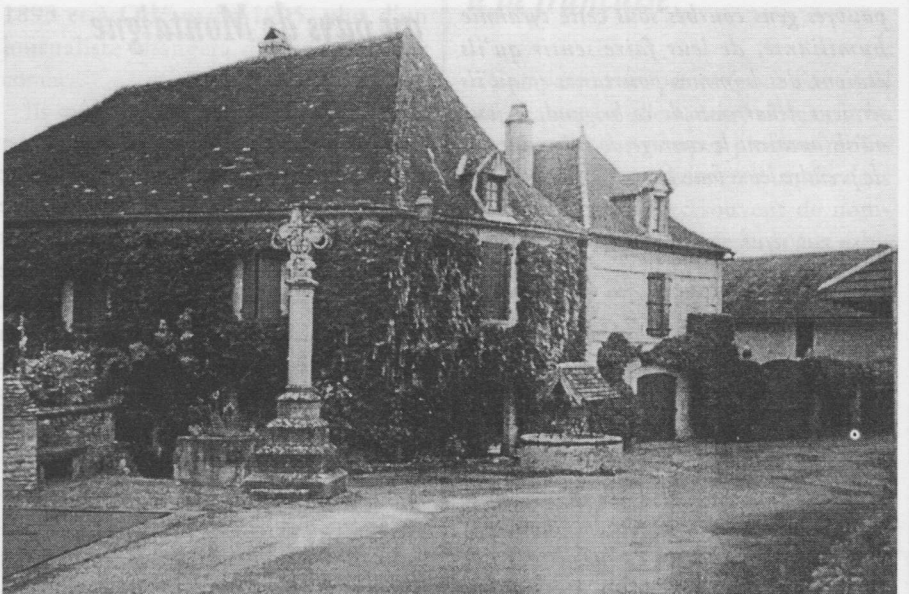
reconnu lorsque le comte était le chef d'une bande de brigands et qu'il atta- quait les convois des recettes de Sarlat, de Nontron et de Bergerac masqué d'une peau de bête, tous les paysans confir- maient sa mauvaise réputation.

Et la cruauté innée des Nansac était un divertissement bien lâche lorsqu'ils tour- mentaient la "paysantaille". Le comte passait à cheval dans les blés mûrs, sacca- geait les vignes, égorgeait les troupeaux et commandait à sa meute d'étrangler les chiens des bergères... Les pauvres gens souffraient de sa méchanceté ; soit qu'ils fussent traqués dans la forêt comme un vulgaire gibier ou leurs filles harcelées... Dans tout le pays témoigne *Jacquou* "c'était, contre lui surtout, et puis contre les siens, une haine sourde qui allait toujours croissant et s'envenimant ; haine contenue par la crainte de ces méchantes gens et l'impossibilité d'obtenir justice par la voie légale. Ceux des villages de l'Herm et de Prisse étaient les plus montés contre le comte et les siens, comme étant les plus exposés à leurs vexations et à leurs inso- lences." (3)

Depuis quelque temps, *Jacquou* prêche la révolte chez les paysans. Enclin au soupçon, Nansac donne des instructions à ses gardes et ordonne une embuscade. *Jacquou* est jeté au plus profond d'une basse-fosse du château de l'Herm avec la certitude d'un oubli péremptoire et d'une mort agonisante.

Vains espoirs de délivrance ! Après plu- sieurs jours d'épuisement et à explorer ce tombeau, le prisonnier est à demi-mort

Le village de Fanlac : Film "Jacquou le Croquant". (Photo J. Marais)



de faim. Dans ces ténèbres horribles, le malheureux ne découvre que les ossements de ceux qui, jadis avaient été jetés vivants avant d'être mangés par les rats qui abondent dans les douves. Désespéré, *Jacquou* songe à abrégé ses souffrances mais il ne parvient pas à s'étrangler à l'aide des cordes qui le retiennent prisonnier. L'idée lui vint d'attraper un de ces rats immondes qui grignotent ses souliers et mordent sa figure, ses bras et ses jambes. Il aurait voulu témoigne-t-il, dévorer l'ignoble animal vivant... pour apaiser sa faim mais ses mains avaient perdu toute réaction.

Alerté par la longue absence de *Jacquou* et la détresse de Lina, le chevalier Galibert exhorte, non sans peine, le juge de paix et les gendarmes à diligenter une enquête au château. Devant les rumeurs d'une perquisition, le comte coupe court aux recherches et libère le captif : bien sûr, la justice ne cherche pas à éclaircir cette affaire...

Hélas ! Entre temps, la malheureuse Lina s'est noyée de désespoir dans le Gour.

- "De ce jour, témoigne *Jacquou*, je commençais à courir les villages le soir, dans les alentours de l'Herm, là où l'on avait le plus éprouvé la malfaisance du comte de Nansac, comme Prisse, les Bessèdes, Le Mayne, La Lande, Martillat, Le Laquens, La Bourdarie, Monplaisir et autres. Partout je rappelais les tyranniques vexations de ce gredin, ses méchancetés, la férocité froide avec laquelle il abusait de sa force ; son insolence, celle de son fils et de leurs hôtes à l'égard des femmes : à chacun je ravivais le souvenir de ce qu'il avait eu particulièrement à souffrir de cet odieux seigneur de contrebande. Je tâchais de relever ces pauvres gens courbés sous cette tyrannie humiliante, de leur faire sentir qu'ils étaient des hommes pourtant, et qu'ils seraient débarrassés de ce brigand, le jour où ils auraient le courage de lui résister et de prendre leurs fourches.

Tous étaient de mon avis, mais voilà, il y en avait d'apoltronis, qui cherchaient à reculer le moment d'agir, et ceux-là, tout en étant d'accord avec moi, soulevaient des difficultés, disant que le comte était bien puissant, qu'il avait toujours fait ce qu'il avait voulu, et que s'attaquer à lui c'était cracher contre le soleil et risquer les galères :

Tu sais bien, mon pauvre *Jacquou*, qu'il en a coûté cher à ton père pour s'être rebellé contre ce méchant homme !



"*Jacquou le Croquant*" d'après Mic Bertincourt. Œuvre sculptée dans la masse d'un orme et dédiée à la Charte Européenne des droits des enfants - Érigée devant la Mairie de Domme. La tempête de décembre 1999 abattit cette allégorie. (ph. J. Marais).

- Ecoutez, leur disais-je alors, on ne condamnera pas aux galères tous ceux de nos villages ; le chef paiera pour tous : eh bien ! je prends toute la culpabilité sur moi ! D'ailleurs, mes amis, les époques ne sont plus les mêmes ; nous ne sommes plus en 1815, nous sommes en 1830, et d'après ce que j'ai ouï dire à M. le chevalier de Galibert de Fanlac - le roi des braves gens, celui-là ! - la révolution n'est pas loin, par le fait de ceux qui voudraient nous ramener au temps d'autrefois, comme le comte de Nansac." (4)

La Révolution de 1830 au pays de Montaigne et La Boétie

Dès lors, la révolte est résolue. A la tête de la "paysantaille" armée de fusils, de fourches-fer, de haches, de sarcloirs et d'aiguillons, *Jacquou* monte à l'assaut de l'Herm. Retranché dans son château, Nansac est arrêté par les Croquants ainsi que le sinistre régisseur Mascaret, les gardes haineux, le gros capelan dissimulé dans les galetas et les demoiselles altières...

"*Jacquou n'est pas de la race des Nansac*" pour insulter ou piller... Les châteaux sont conduits devant la forteresse et assistent à la justice des paysans rassem-

blés. Sous leurs yeux remplis de haine, le château est incendié et tous les biens du comte brûlent dans les flammes purificatrices. Mais *Jacquou* prédit le châtement le plus redoutable ! Nansac connaîtra la ruine et une existence méprisée, à l'écart des autres nobles qui n'ont pas plus d'estime à leur égard que les paysans.

L'épopée de l'incendiaire et *Jacquou* se constituant prisonnier est une scène poignante ! Serein, le prévenu est écroué puis jugé, comme son père à Périgueux. Détails frappants puisque la cellule, la Cour d'assise et l'avocat Fongrave, l'ami des humbles qui défendit si bien son père quinze ans auparavant, évoquent de saisissants souvenirs...

Les temps ont changé et le mouvement révolutionnaire de 1830 renverse Charles X. La conjoncture politique devient favorable à l'acquittement de *Jacquou* et aux insurgés du château de l'Herm... Au cours du procès, l'avocat Fongrave déclare : "Ce n'est pas dans le pays de La Boétie qu'il se trouvera douze citoyens pour souffleter ainsi l'humanité ! (...) Ferral et ses compagnons ont fait en petit ce que les Parisiens ont fait en grand : à défaut de la loi, ils ont appelé la force au service de la justice.

Acquittez-les, messieurs ! la Révolution, triomphante à Paris, ne peut être condamnée ici ! Acquittez-les, et vous comblerez les vœux de vos concitoyens qui vous béniront pour avoir jugé, non en froids légistes, mais en hommes de cœur que rien de ce qui touche à l'humanité ne laisse indifférent !

Et Maître Fongrave se rassit au bruit des applaudissements." (5)

Dans le sillage de l'œuvre de *Jacquou*, le message d'Eugène Le Roy est livré aux générations actuelles avec une étonnante sincérité.

Cultivateur journalier puis charbonnier, le dernier des croquants du Périgord épouse Bertille, l'amie d'enfance de Lina... Entouré de ses treize enfants, il vit libre et heureux dans une parfaite quiétude d'esprit "comme la lanterne des trépassés du cimetière d'Atur", écrit Eugène Le Roy.

Jacques Marais

(1) "*Jacquou le Croquant*", Eugène le Roy, Calmann-Lévy, p. 127, Paris, 1969.

(2) Ibid. p. 211 et 212.

(3) Ibid., p. 244.

(4) "*Jacquou le Croquant*", p. 262.

(5) Ibid., p. 292.



Villages Noirs à la française : Rencontre avec l'autre

L'Assemblée Nationale lors de ses séances d'août 1789, à l'occasion de la rédaction du Préambule à La Déclaration des Droits de l'Homme, énonce clairement "que l'ignorance, l'oubli et le mépris des droits de l'homme sont les uniques causes à l'origine des "malheurs publics et de la corruption des gouvernements" ; dans son article premier, elle décrète légitimement "les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits..." . Aujourd'hui encore, il nous faut donc vaincre l'ignorance de l'Intolérance, et sortir de l'oubli ce qui a échappé à l'inconscient collectif. Il nous faut revendiquer la fierté de ces hommes et de ces femmes qui ont été, dès avant l'heure des indépendances, les ambassadeurs de leurs pays. Leurs descendants, aujourd'hui encore, sont fiers de présenter les médailles, les diplômes gagnés dans les expositions universelles, soit coloniales, soit régionales par leurs aïeux (1).

La présence des "exotiques" en France sur ce mode des "Villages noirs" artisanaux est capitale. Cependant il est impossible de traiter le sujet en une dizaine de pages. Aussi, nous contenterons-nous d'évoquer ceux qui après les Dahoméens et les Indochinois, marquèrent le plus l'imaginaire français à savoir les Sénégalais.

Présents en France dès les ouvertures des premières expositions universelles, ils revendiquent de prime abord leurs droits alors que l'organisateur les spolie ; ils critiquent les journalistes lorsque la presse les prend pour des sauvages, ils quittent une manifestation alors même que les conditions climatiques ou l'accueil d'une ville sont trop mauvais : ainsi, ils attestent à l'intérieur du contexte ambiant le fait d'être des hommes libres, des hommes fiers, loin de l'image que souvent on veut leur donner. Ce ne sont ni des sauvages, ni des cannibales, ni des guerriers assoiffés de sang, mais au

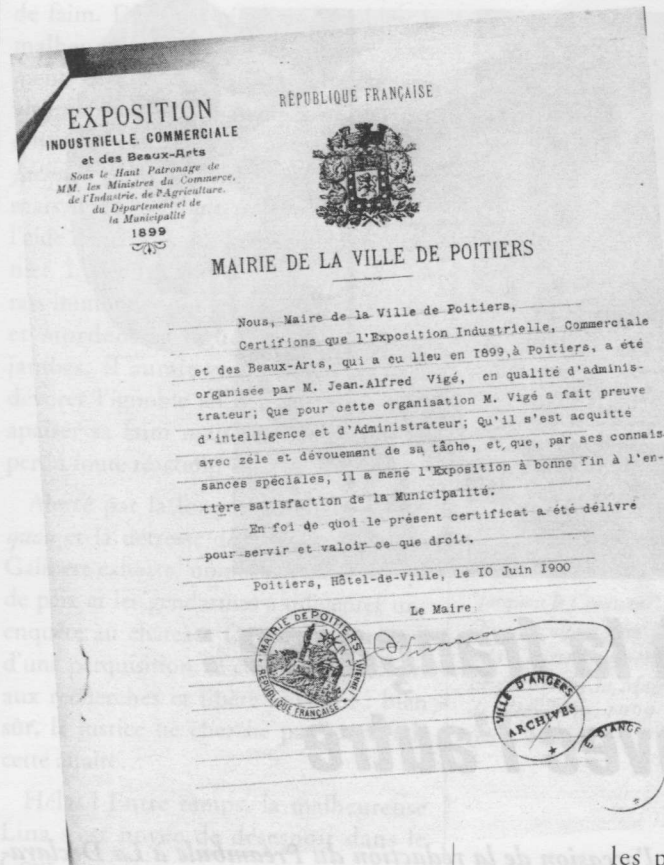
contraire des lettrés écrivant l'arabe ou le français couramment, sachant s'exprimer devant des journalistes ou devant un auditoire, capables de comprendre et de signer un contrat et de réclamer leur dû s'ils pensent être lésés. A Chicago en 1893 et à Orléans en 1905, plus d'un journaliste changera d'opinion à leur contact.

Ils sont, pour la plupart, des citoyens à part entière et n'hésitent pas à le dire. Ainsi à Lyon en 1894, ils revendiquent le droit et l'honneur, suite à l'assassinat du Président de la République, de participer avec une petite délégation aux obsèques officielles. En effet Sadi-Carnot est aussi leur Président. Ils emportent à Paris une gerbe de deux mètres de haut... (2) Citoyens, ils le sont en exprimant leurs votes, ainsi à Amiens en 1906, ils arrivent quelques jours après l'ouverture de l'exposition, car ils ont voulu participer aux élections du Sénégal avant leur départ (certains sont même déjà des élus tel Jean Thiam dans leurs communes

d'origine). Mais revenons à nos "Villages à la Française".

Les Villages exotiques à la française

Comparée aux formes (pour l'essentiel américaines ou allemandes) de spectacles lourds avec des troupes plus ou moins permanentes, organisées en tournées dans toute l'Europe, avec souvent de nombreux animaux, comparée aussi aux exhibitions, surtout allemandes elles aussi, à prétentions scientifiques du Jardin d'Acclimatation ouvertes aux investigations des savants, la formule des "Villages Noirs" privés à la française, apparaît comme radicalement différente, ponctuelle, légère et homogène. Attraction privée, elle est présentée dans un but lucratif et n'a donc pu échapper au contexte paternaliste de l'époque mais se révèle dans l'ensemble favorable à des



échanges d'assez bon aloi, suscitant une ambiance de contacts cordiaux dans l'ensemble. Ces données sont certaines, attestées par les archives d'une quarantaine de villes, par les journaux de l'époque et surtout par les innombrables photos et cartes postales qui illustrèrent ces rencontres.

Ces Villages sont le fait d'une petite dizaine d'entrepreneurs-directeurs de troupe, imprésarios individuels, s'associant ou se séparant au gré de leurs intérêts. Le couple Gravier sera le premier à entrer en piste avec les frères Barbier dès 1893, suivis de Bouvier et Tournier et enfin de Jean-Alfred Vigé qui a établi la méthode la plus élaborée. D'autres, moins célèbres feront d'éphémères passages : Henry Fillot, Saulay, X. Téné, Marvit, Magdelaine, Fayot, Souchon, le "capitaine" Pierre Lassaingne, etc.

"Et c'est au Sénégal que M. le directeur fait son choix par l'intermédiaire de son chef fidèle Thiam..." c'est ainsi que le journal de la Vienne le 6 juillet 1899 commence ses explications sur l'arrivée du Village à Poitiers. Ce sont des familles entières qui sont recrutées, en fonction des compétences et des métiers de chacun, parfois plus souvent aussi avec la volonté de présenter une vision globale de la colonie dans la variété des ethnies. L'organisateur a le souci de présenter un Village homogène et de qualité, ce qui

explique que parfois le recrutement se fasse entre quatre et cinq mois avant le départ. L'organisateur, par l'intermédiaire du chef du futur Village présente aux postulants les avantages et les inconvénients du voyage, les contraintes et les droits du contrat de travail qu'ils auront à signer car il y en aura toujours un. (3) Et c'est chez le gouverneur qu'il sera signé. Il accorde aux futurs "Villageois" une solde mensuelle proportionnée aux prestations de chacun. Les artisans reçoivent

les plus forts appointements, un bijoutier peut gagner de 150 à 200 francs par mois, un tisserand de 90 à 100 francs.

Le départ de la colonie est des plus officiels, les élus, député, maires ou conseillers accompagnent leurs concitoyens et certaines années leur rendent visite lors des manifestations en France ou à l'étranger, les horaires et les escales des bateaux qu'ils prennent sont publiés par les journaux et des télégrammes informent de la progression du voyage et des éventuels retards.

Le Directeur avance les fonds pour la création de la caisse de la troupe. Elle

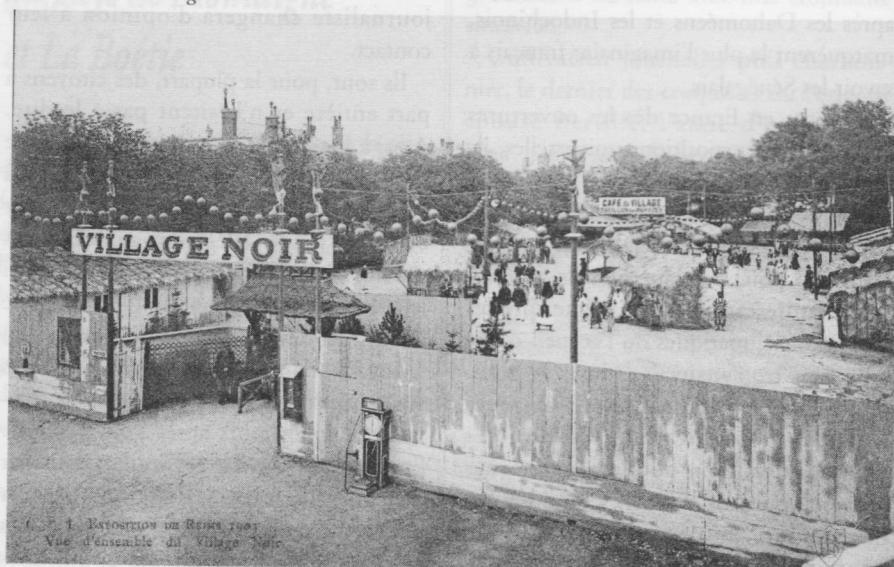
prend en charge les frais de transport, la nourriture et le logement. Certes, il récupère ses avances sur le prix d'entrée. De même, avant l'arrivée de la troupe sur le lieu de séjour, comme à Toulouse, il passe des appels d'offre pour la fourniture de la viande à des musulmans, bœuf ou mouton, et commande à des entreprises la réalisation des cases, des salles communes, de la mosquée, de l'école ou de la "factorerie", petit atelier magasin.

Des wagons spéciaux sont réservés et pendant le trajet, les visiteurs rencontrent déjà un formidable succès. Même les arrivées nocturnes, comme à Amiens, attirent une foule considérable. Le 13 mai 1906, au train de 4h33, la ville doit prévoir un service d'ordre pour contenir la foule accueillant les Villageois. Le journaliste de service n'en revient pas.

En professionnels, dès leur arrivée, ils occupent les médias, visitent les autorités municipales, s'entretiennent avec les journaux. Visites que les journalistes s'empressent de rendre au plus vite par curiosité certes, mais aussi pour le plaisir d'avoir découvert des hommes bien différents de ceux forgés par leur imagination. Souvent à l'occasion de ces entretiens, les "Villageois" expliquent leurs modes de vie, leurs cultures, leurs particularismes, leurs différences, leurs religions, mais aussi et toujours leur attachement à leur statut de citoyen.

Si le Village est clos par une séparation, ce n'est certes pas afin d'emprisonner les acteurs, mais bien plutôt de préserver la recette espérée. Aujourd'hui encore, théâtres, stades et salles de spectacles sont des lieux clos. Il y a, puisqu'il s'agit d'une attraction, par principe

Reims 1903 : le village noir.





Exposition internationale. Amiens 1906.

payante, la volonté de préserver le spectacle et de ne l'ouvrir qu'à ceux qui acceptent de payer, ce qu'atteste nettement la taille des guichets à l'entrée. Ceci dit, les Villageois sont contraints à des horaires. Un règlement intérieur, parfois sévère, organise le travail, fixe devoirs et obligations pour chacun. Le directeur, soucieux de l'hygiène, demande et obtient parfois, non sans mal, des municipalités l'adduction d'eau dans le Village. Les commentateurs connaissant les conditions de vie au Sénégal considèrent que les conditions d'hébergement sont meilleures que dans ce pays. Un ou plusieurs médecins sont affectés au Village et des séances de vaccination sont organisées. Abrités dans des cases en planches, couvertes de palmes pour le décor, les Villageois savent, si les conditions météorologiques se dégradent, réclamer des améliorations, voire demander à quitter l'exposition comme à Amiens quand ce n'est pas l'impresario lui-même qui le décide. Là encore, les cartes postales nous renseignent utilement. Pour préserver l'intimité des Villageois, l'organisateur dispose des panneaux interdisant l'accès aux cases, lieux privés auxquels les visiteurs n'ont pas accès.

Emprisonnés ? Enfermés ? Ils sortent en ville librement, achètent, consomment des produits manufacturés. *"C'est que non seulement ils sortent pour visiter la ville mais surtout pour faire amples provisions de tissus..."* (4). A Paris à l'exposition de 1889, Louis Henrique, le Commissaire spécial des Colonies, au moment de faire le bilan général, s'est même inquiété de savoir si l'on avait bien protégé les bonnes mœurs, car il semble qu'on aurait

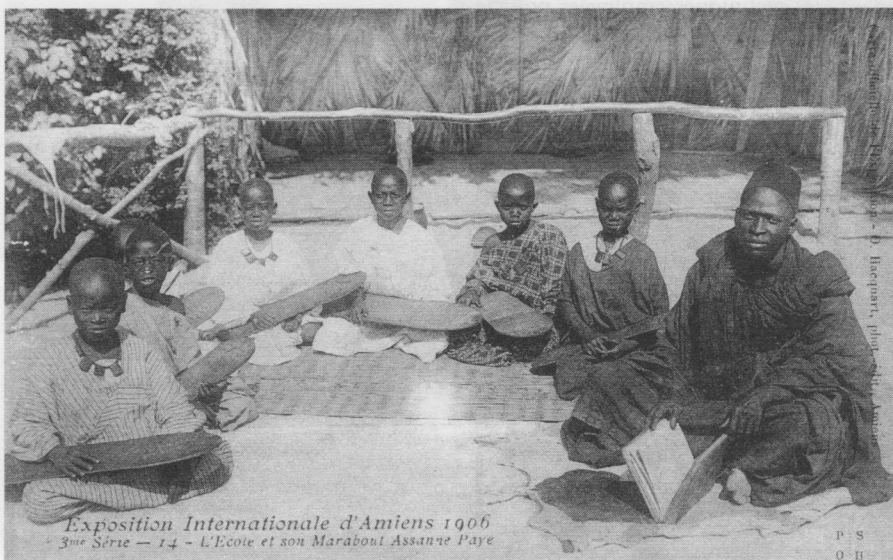
un peu chuchoté quant aux exploits galants des Sénégalais et des Gabonais. Les Archives de la Préfecture de Police de Paris confirment la liberté de circulation et d'expression des divers participants... qui semblent en avoir largement profité, de même qu'en 1900 pendant l'Exposition Universelle. Des idylles naissent parfois, comme à Gand en 1913, où un citoyen de la ville aurait composé un recueil de poèmes inspirés dit-on par une belle Sénégalaise de la troupe, "sa fiancée", qu'il accompagne éploré jusqu'à la gare ! Au Mans, à l'occasion d'une sortie nocturne, un noir se fait délester de son argent par deux belles de nuit arrivées par le train d'Angers et vite appréhendées par la Police.

La vie au Village se modifie d'une ville à l'autre, mais globalement on peut analyser une certaine volonté manifeste de

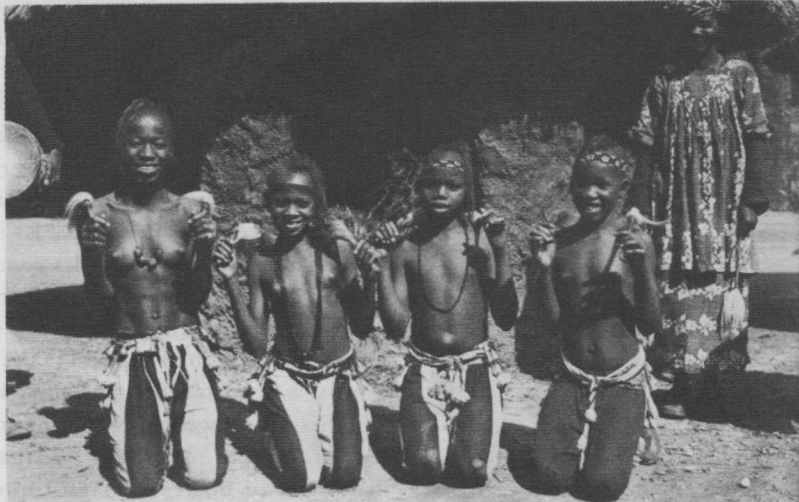
découverte de part et d'autre, suscitée certes, par la curiosité. En effet, les saynètes et spectacles de type historique (vente des esclaves, combat de Samory ou autres) sont rapidement abandonnés au profit de présentations plus exactes de la vie quotidienne africaine. La presse jouera d'ailleurs un grand rôle pour populariser ces présentations. Si les journalistes reprennent souvent les communiqués que lui remet l'organisateur, on constate que certains d'entre eux sont directement sensibles à la beauté des costumes, à la qualité des musiques, à des cuisines. A Limoges en 1903, Lingamiau, célèbre chroniqueur, écrit en patois limougeaud un texte magnifique en l'honneur du Village et conclut *"que comme lui, vous serez content d'y avoir passé un peu de temps"*.

*"Si n'ei co, vou podei me creire,
Co vau lo peno, nâ li veire
coumo me vou sirei counten
De li vei possa cauque ten"*

La qualité de l'information est parfois remarquable comme à Angers où le Docteur Barot, ancien médecin major des tirailleurs sénégalais apporte un réel éclairage ethnographique à la présence des Villageois. Il organise des visites conférences en soulignant ce qui lui semble important pour comprendre les différences. Il insiste sur l'hygiène et la propreté des Sénégalais, *"ils entretiennent leur peau en l'oignant de pommade plus ou moins parfumée ou tout simplement de beurre de Karité..."*; en ce qui concerne la cuisine, ce sont de véritables recettes, voire des cours de cuisine qu'il donne : *"leurs mets principaux sont le riz, le mil, le maïs qu'ils assaisonnent avec de petits morceaux de poisson fumé et de beaucoup*

Exposition Internationale d'Amiens 1906
3^{me} Série - 14 - L'Ecole et son Marabout Assanne Paye

EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE — PARIS 1931



LE TAM-TAM ET LES DANSEUSES FOULAS — DANSEUSES DE SIKIRI — LA DANSE DE L'OFFRANDE

d'épices". Il étudiera ainsi toute les professions du Village en terminant par les "professions que j'hésite à qualifier de libérales : les instituteurs, les musiciens, les danseurs, les colporteurs, enfin la plus extraordinaire de toutes : les griots...". Evidemment, rares sont les Villages qui bénéficient d'un présentateur de cette qualité et aussi bien intentionné, mais nous devons reconnaître qu'en général, en dehors de quelques rares articles racistes ou imbéciles, leur contenu est loin d'être inintéressant.

Il est certain que le passage d'une personnalité coloniale, métropolitain ou Africain, confère à la petite communauté installée au Village plus de poids et plus d'intérêt. Le député du Sénégal Carpot, le conseiller général Angrand et d'autres passent souvent visiter leurs concitoyens.

Le Village paraît être une ruche. Installés dans leurs échoppes, les artisans travaillent à la vue du public qui n'hésite à engager la conversation sur la qualité des bijoux, les techniques employées pour le tissage ou la transformation d'une peau de chèvre en paire de babouches. Les tisserands, les tailleurs, les bijoutiers vendent directement leur production à leur profit. Cependant les cuisines demeurent avec l'école le point d'attraction du Village. Certes, là encore, des remarques parfois désobligeantes sont rapportées par les journaux, mais, à voir la foule qui se presse aux repas sénégalais, on comprend vite qu'elles ne proviennent que de quelques imbéciles. Les femmes préparent les repas des Villageois et à l'occasion proposent aux visiteurs de goûter les plats. Le repas de "Kous-kous" devient l'attraction du Village. D'abord repas offert par l'organisateur aux invités et

personnalités visitant le Village, le repas exotique devient le lieu de rendez-vous à la mode pour les visiteurs contre espèces sonnantes et trébuchantes bien entendu.

Les enfants jouent un grand rôle dans la popularité du Village. Ils s'approprient si rapidement le langage du public, ils sont si curieux et si désireux d'apprendre, qu'émendant friandises et gâteaux, qu'ils deviennent les rois de la fête. On leur apporte des jouets et des sucreries, les organisateurs sont obligés de calmer la générosité des visiteurs afin d'éviter indigestions et maux d'estomac. C'est vrai qu'ils ont tous un énorme sourire, il faut voir à Angers le visage de Fatou rayonnant sur une magnifique carte postale. L'école traditionnelle n'est jamais très loin. Le marabout y enseigne le Coran et l'apprentissage de l'écriture arabe.



Le charme des enfants et les mystères de l'Islam permettent de franchir assez facilement les barrières culturelles, du moins pour quelques instants. La majorité des attractions reposent sur les fêtes traditionnelles, religieuses ou familiales. Il y a de la part des organisateurs, des arrangements avec le bon Dieu... en effet l'année musulmane y est condensée sur la période de l'exposition et comme par hasard, les fêtes tombent donc toutes le week-end ou les jours fériés sans souci du véritable calendrier islamique. Malgré ces décalages, l'organisateur, avec la complicité des "Villageois", essaie de conserver l'authenticité des manifestations.

Partout, les fêtes familiales, les naissances, les baptêmes ou les mariages rencontrent un succès énorme. A Angers, au Mans, la Police est obligée de fermer momentanément l'accès au Village tant la foule se presse à l'entrée. Les Villages enregistrent chaque année une ou plusieurs naissances pendant le séjour. Hasard ou volonté délibérée d'offrir une naissance en spectacle ? N'oublions pas que nous avons affaire à des familles constituées, jeunes et en pleine force de l'âge. Il n'y a donc rien de surprenant en l'absence de contraception développée et de planning familial à ce que des enfants naissent au Village. Laissons donc le bénéfice du doute au "recruteur". La jeune maman est toujours, directement ou indirectement, assistée par le médecin attaché au Village ou à l'exposition. Le jour même ou le lendemain, le nouveau-né est déclaré à l'état civil, en présence de personnalités de la ville et de l'exposition auxquelles s'ajoutent quelques parrains et marraines de la bonne société. Inutile de préciser que né en France, le bébé est Français par naissance. Les nouveaux nés sont là encore les rois de la fête. Les cadeaux affluent, les visiteurs constituent un trousseau au bébé, achètent dragées et couverts, timbales ou bijoux. Et la fête bat son plein à l'occasion du baptême traditionnel, parfois au grand dam des voisins fatigués d'entendre le tam-tam.

Le mariage de deux de ses membres et sa célébration, une autre étape de la vie du Village donnant aussi l'occasion à de nombreuses réjouissances. Mariage arrangé ? Peut être, mais comment expliquer alors que, de Lyon en 1899, pour célébrer un de ces mariages on rappelle exprès le marabout de la troupe qui séjourne alors à Dresden, en Allemagne, dans un autre Village. Le mariage est évidemment public et on met les petits plats

dans les grands : banquet à l'hôtel, toïlette de la mariée, cavalcade, danses, remise de la dot à la mosquée, etc.

Les rencontres entre Blancs et Noirs prennent les aspects les plus divers. Des tournois de dames sont organisés avec des prix en espèces. Les concurrents viennent d'un peu partout et nos "Villageois" se révèlent des joueurs chevronnés (Paris 1889, Lyon 1894 et 1899). Des rencontres de luttes opposent, devant une foule énorme, les sociétés de gymnastique ou des volontaires individuels aux lutteurs Sénégalais au plus grand plaisir des spectateurs. A Nantes le 19 juin 1904, Alfred sera opposé à Amadou Diéry et Charles "le Nantais" à Diégo Amadou Mbaye. Les deux Blancs seront battus... La revanche se déroule le 24 au soir. A l'issue des combats, le journaliste précise clairement que les adversaires se serrent la main sans rancune. A Poitiers ce sont des concours de natation et de plongeon qui constituent l'attraction. Cependant les nageurs africains y seront vaincus par la froideur de l'eau.

La danse semble avoir un franc succès auprès de la gent féminine. A Arras, à Orléans, à Liège et dans bien d'autres villes, Blancs et Noirs ont polké et valsé et les visiteurs en redemandaient. À Arras, le 14 août 1904, l'orchestre d'Achille Legrand anime le bal de 9 heures à minuit complété par une retraite aux flambeaux, *"c'est un succès : spectacle peu banal... La fusion entre Blancs et Noirs s'est faite de la façon la plus aimable"*. A Amiens, le journaliste note que les Sénégalais *"reçoivent et donnent à danser ni plus ni moins que dans un salon"*. A Liège, *"ce n'était pas une mince surprise pour les visiteurs que de voir ces grands gaillards à la démarche si fière s'avancer la toque à la main avec une politesse presque raffinée, pour inviter les dames blanches à danser avec eux"*. Les musiciens et les danseurs sont de toutes les fêtes, de tous les défilés, ils accompagnent les corsos fleuris, jouent la Marseillaise à la cora, défilent lors des retraites aux flambeaux. Peut-être auront-ils initié quelques musiciens français aux secrets de leurs instruments ?

Pour les "Villageois" les sorties en ville sont une grande joie. A Liège, *"depuis quelques jours, surtout le matin, on rencontre en ville des groupes de Sénégalais, hommes et femmes, celles-ci généralement avec un petit négroillon dans le dos et plusieurs paquets sur la tête. C'est que non seulement ils sortent pour visiter la ville*

mais surtout pour faire amples provisions de tissus qu'ils destinent à la confection de leurs vêtements primitifs. Chacun de ces groupes, surtout ceux des femmes, attirent la curiosité de nos concitoyens qui leur font cortège, prenant plaisir à les interpeller par leur nom, car, qui maintenant n'a pas un camarade au Village sénégalais ? cela n'a rien d'étonnant puisqu'ils ont su s'attirer la sympathie de tous". (5)

De toute façon, même quand les "Villageois" n'ont pas eu l'occasion de courir les magasins ni de lécher les vitrines, on note souvent la masse des cadeaux qui leur sont faits par le public (ou même par les organisateurs) au cours de ces longs séjours.

Quand vient l'heure du départ, la distribution des récompenses est aussi un des moments forts. En effet, sauf exceptions dans quelques villes, les Villageois se voient distinguer au même titre que les autres exposants dans la classe officielle des entreprises coloniales et procédés de colonisation. Les palmarès détaillés fournissent d'intéressantes précisions sur les origines, la qualité, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle des participants. Ils permettent aussi de suivre ceux qui reviennent plusieurs années de suite.

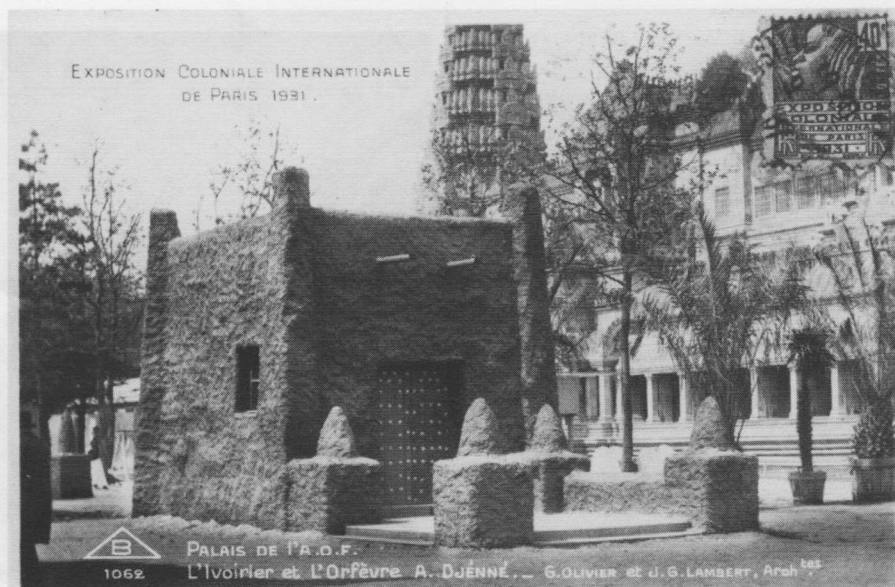
Zoos humains ou rencontres avec l'autre

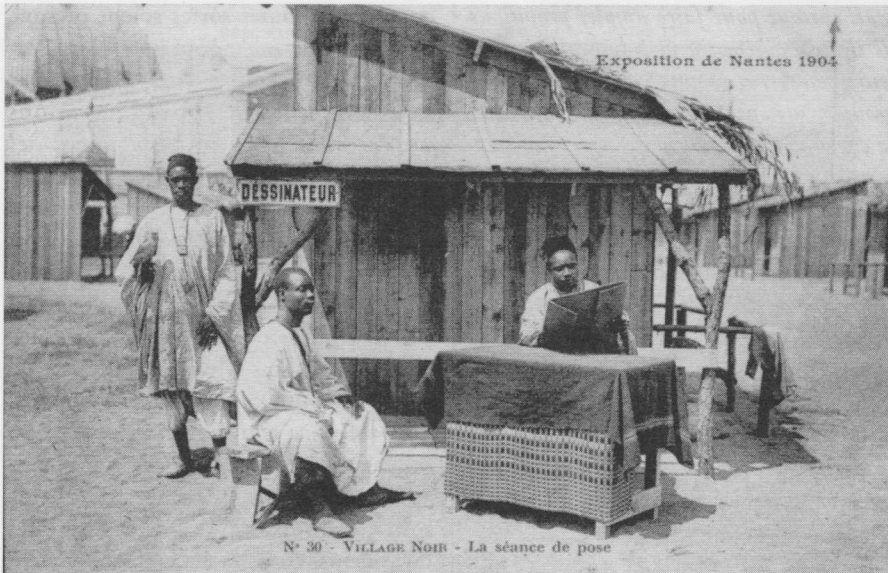
Même dans le cas de troupes tenues relativement serrées par leurs directeurs, les autorités de l'exposition ou encore la municipalité, il est hors de doute que des

contacts de toutes sortes soient presque partout, plus ou moins possibles. Personne ne s'ingénie à faire le vide ou le silence pour cacher aux générations futures ce qu'il en fut exactement des exhibitions d'autrefois. On les a tout simplement oubliées et leurs expositions avec, comme des spectacles éphémères et distrayants qu'elles furent effectivement pour la plupart. Nous savons que la surprise des visiteurs est toujours aussi grande, au moins le temps d'une fête ou d'une rencontre, pour les événements, globalement modestes, que l'on recréaient devant eux. Nous savons, aussi après quinze ans de recherches qui ne sont pas tout à fait achevées, que les documents, écrits et images, abondaient pour qui voulait les chercher et les analyser. Pour ce qui est de l'iconographie, les cartes postales constituent la catégorie à la fois la plus généreuse, la plus cohérente, la plus fiable, la plus universelle et la plus populaire.

Attrayants et appréciés par la grande majorité des publics, les "Villages Noirs" et spectacles ethnographiques font dans toute l'Europe courir les foules parfois prêtes à se battre afin d'y entrer manu militari comme au Mans en 1911. Toutefois, sauf les grandes expositions officiellement ou fortement coloniales, il faut souligner que ces Villages ne constituent dans le contexte du vécu des cités, que des événements mineurs rapidement oubliés.

Pourtant, la présence multipliée par une centaine de villes de France et d'Europe, de troupes et de caravanes fortes parfois de 80, 120 et même 350 personnes, par familles entières, pendant





N° 30 - VILLAGE NOIR - La séance de pose

plusieurs semaines et jusqu'à quatre et cinq mois, inévitablement occasionne des contacts rapprochés, directs, voire poussés, dans un contexte temporaire, artificiellement recréé certes, mais humainement véritable et relativement complet, avec, dans les meilleurs cas et comme le voulaient les organisateurs l'illustration des trois âges de la vie ; la découverte même fugitive des enfants, des costumes et de la cuisine, des fêtes, des réjouissances, des embryons d'échanges et d'amitié...

Cette manifestation ne peut s'être déroulée sans avoir laissé, de part et d'autre, les traces plus ou moins imprimées dans les esprits et les cœurs, indices minimes certes mais évidents, dès lors qu'ils s'avèrent positifs dans l'amorce d'une découverte de l'autre. Or donc un chercheur, le professeur Debussmann, a affirmé de son côté, que ces spectacles

ethnographiques contribuent à l'affirmation par les exotiques eux-mêmes d'une certaine conscience nationale non seulement face aux publics européens des pays visités mais aussi face aux autres groupes, africains ou non, rencontrés, notamment lors des grandes expositions multiethniques. De cela aussi, les preuves subsistent et particulièrement chez les Sénégalais et les Dahoméens venus en France.

Toutefois on peut regretter le retard pris par ces recherches, même si elles ont débuté en 1986. Les plus jeunes parmi les "exotiques", nés dans les Villages, n'en ont aucun souvenir et leurs parents ne sont plus de ce monde. Il ne faut pas nous imaginer que les discours, les journaux, et les images d'époque suffisent à témoigner de la réalité des événements survenus et surtout de l'évolution intime des esprits. Nous savons par expérience que selon leur coloration politique, leur

classe sociale, leur sexe, leur profession et sans doute aussi leur âge, que les Français et les Européens ne voyaient pas, ne pouvaient pas considérer d'un même œil, accepter d'une même fraternité, comprendre d'une même intelligence, les exotiques qu'ils étaient amenés à rencontrer. Nationaux ou locaux, les différents journaux, les différentes revues des villes concernées n'ont certes pas permis d'entrevoir cette diversité, mais pour pouvoir analyser ces divergences, il faudrait pouvoir retrouver et exploiter aussi les diaires, journaux intimes ou correspondances privées de toutes les personnes qui ont, un jour ou l'autre fréquenté, l'espace d'un bref instant, les colonisés placés sur leur chemin. Ces documents permettent de mieux appréhender la cristallisation des opinions publiques et individuelles, le jugement, socialement et politiquement correct ou incorrect.

Par ailleurs, le nombre de témoignages des exhibés est évidemment insuffisant pour appréhender le mode de leur vécu face à ces aventures. Leur personnalité s'en est-elle trouvée modifiée, affirmée, ou perturbée. Les réactions connues de quelques Sénégalais et Dahoméens d'autrefois prouvent que les colonisés n'ont pas hésité à s'affirmer parfois, à manifester leur déception, à clamer leur dignité, à revendiquer leurs droits, à exprimer aussi leur satisfaction lorsque c'était le cas, et à retourner au pays parfois émerveillés de leur voyage et fiers des médailles que leurs familles conservent encore.

Une chose est sûre c'est qu'il ne paraît ni sérieux, ni honnête d'affirmer, sans connaître le sujet que, compte tenu



N° 20 - VILLAGE NOIR - Prière à la Mosquée



N° 39 - VILLAGE NOIR
Paul, le nouveau né baptisé le 25 septembre 1904
(Cliché pris 16 jours après la naissance)

du déséquilibre culturel et politique évident qui les a si souvent marquées, ces confrontations n'auraient finalement comme seul et unique résultat que de susciter ou de renforcer dans les publics européens des sentiments systématiquement négatifs de rejet, de mépris et, en un mot de racisme. Certes, de nombreux exemples confirment, ici et là, la bêtise des foules, le cynisme commercial des organisateurs, l'arrogance et la suffisance des savants. On peut regretter que ces constats demeurent d'actualité. En revanche, on peut se réjouir que la curiosité des hommes les uns pour les autres, la tradition du spectacle sous toutes ses formes et l'affirmation des cultures dans un monde qui s'efforce tant bien que mal d'en favoriser le dialogue, le demeure tout autant. Compte tenu de la spécificité des "Villages Noirs" à la française, majoritairement sénégalais, compte tenu surtout des multiples formes de présence des Africains en France et en Europe bien avant le temps des indépendances, on mesure combien il est malhonnête et illusoire de faire croire que pendant trois quarts de siècle, des contacts entre Africains colonisés et public(s) métropolitain(s) en France, en tout cas, se seraient exclusivement opérés de part et d'autre d'un grillage sur les pelouses d'un zoo ou d'un jardin d'Acclimatation.

Jean-Michel BERGOUGNIOU
Philippe DAVID

- (1) Famille de Jean Thiam, chef des Villages de Vigé.
- (2) Il faut rappeler brièvement le phénomène assez particulier de ces "quatre communes" de plein exercice du Sénégal progressivement créées dans cette colonie conformément à la logique de l'assimilation, municipalités à part entière en principe juridiquement alignées sur celles de la



métropole et dont les habitants natifs, du même coup, jouissaient des mêmes droits civiques que les Français de France : Saint-Louis et Gorée-Dakar depuis avril 1872, puis Rufisque depuis juin 1880 et enfin Dakar, détachée de Gorée en juin 1887, étaient donc déjà peuplées, trois générations avant l'indépendance du Sénégal, de citoyens français à part entière dits aussi les "originaires", tous, chrétiens comme musulmans, électeurs d'un député au Palais-Bourbon et soumis au service militaire (à partir d'octobre 1915).

(3) A Chicago, en 1893, il sera renouvelé au cours de l'exposition et donnera lieu à d'importantes manifestations.

(4) La Meuse 16 au 16 septembre 1905 Exposition de Liège.

(5) La Meuse 16 et 17/9/1905.

Bibliographie

BERGOUGNIOU J-M, CLIGNET R, DAVID PH., 2001, "Villages Noirs" et visiteurs africains et malgaches en France et en Europe, Karthala, Paris.

BERGOUGNIOU J-M, 1997, "Le Village noir à l'exposition d'Angers en 1906", *Archives d'Anjou* n° 1.

BERGOUGNIOU J-M, 1^{er} trimestre 1999, "Le Village sénégalais à l'exposition internationale d'Amiens 1906", *Les antiquaires de Picardie*, n° 652.

BERGOUGNIOU J-M, septembre - octobre 1999, "Le Village noir à l'exposition de Toulouse en 1908", *Gavroche* n° 107.

BERGOUGNIOU J-M, janvier février 2001, "L'exposition de Chicago 1893 : Des noirs dans la ville blanche", *Gavroche* n° 115.

BERGOUGNIOU J-M, à paraître, *Le Grigri et le Caducée, la vie de Louis Joseph Barot*.

DAVID Ph., 1980, *Les Navétanes, Histoire des migrants saisonniers de l'arachide en Sénégambie, 1850-1970*, NEA Dakar.

DAVID Ph., 1986, *Côte d'Ivoire*, Collection Méridiens Paris Karthala, 2^{ème} édition mise à jour 2000.

DAVID Ph., ANDRAULT J-M, 1995, "Le Village noir à l'exposition de Nantes en 1904 en histoire et en images", *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest/ABPO*, n° 4, Rennes.

DAVID Ph, janvier avril 1998, "Les "Villages Noirs" aux expositions de Brest de 1901, 1913 et 1928 en histoire et en images", *Cahier de l'Iroise*, n° 177 et 178, Brest.

DAVID Ph., juin 1998, "Le "Village noir" à l'exposition d'Orléans de 1905", *Bulletin de la société archéologique et historique de l'Orléanais*, nouvelle série, tome XV, n° 119, Orléans.



La Grande Guerre en première ligne

Les grands-pères d'autrefois - du moins ceux de ma génération - donnaient l'impression, devenue pour moi évidente bien plus tard, de vivre tant de décennies après, avec encore au cœur la Première Guerre mondiale. Ils étaient des rescapés, faisant du "rab", alors que tant de leurs amis étaient morts. "Pas un de ceux qui ont survécu à la Grande Guerre dont la survie n'en ait été changée", a écrit Maurice Genevoix dans Trente mille jours. Cet auteur savait de quoi il parlait !

Leurs petits-enfants ont souvent été entraînés sur certains champs de bataille, pour descendre dans des tranchées, visiter des fortins, escalader des collines que des milliers de soldats sont morts pour essayer de conquérir. Ces grands-pères devaient alors revivre une partie de leur jeunesse, et s'estimer heureux d'en être sortis vivants. Ils revoyaient sans doute aussi des images de souffrance, de haine, de peur.

Enfant du Pas-de-Calais, j'ai arpenté en "4 chevaux" ces champs de bataille, poussant parfois plus loin vers le wagon de l'armistice, à Rethondes. Pédagogie, tourisme et souvenirs se mêlaient dans ces voyages. Nombre de repas de famille se sont aussi terminés à Vimy, à Notre-Dame-de-Lorette, dans ces promenades du dimanche après-midi, après les résultats du tiercé.

On a les Tours operators qu'on peut !

Ce n'est que bien des années plus tard que j'ai pris conscience de tout ce qui était au-delà de ces lieux, de ces tombes, de ces tranchées... La mort.

C'est avec mon grand-père maternel, Amaury Delomelle, que j'ai découvert la guerre, avec lui que j'ai effectué ces pèlerinages. La patience et la bonté même. L'autre, Gaston Lefebvre, je l'ai à peine connu. Il me paraît aujourd'hui encore mystérieux, secret, lointain, tant humainement que géographiquement, dans son exil breton.

Amaury a passé toute sa vie à Lillers, petite commune du Pas-de-Calais, alors dominée par l'industrie de la chaussure. Il a fini sa vie professionnelle comme marchand de vélos. Avant guerre (la première), il ne manquait aucune course cycliste dans la région. Ensuite, il ne fréquenta plus les courses cyclistes que... pour en donner le départ. Sa "patte folle", souvenir des tranchées, l'empêcha de concourir. Sans doute aussi son institutrice de femme, merveilleuse à n'en pas douter, mais un peu stricte. Elle devait préférer avoir son époux sous la main, plutôt que de le voir en permanence sur les routes. Amaury ? Jamais un mot plus haut que l'autre. Un philosophe. Il abandonna peut-être à regret ce qui pouvait passer, à l'échelle de cette petite ville de province, comme une vie de bohème, celle du cycliste assez joli garçon.

De la guerre, il a ramené quelques décorations (Médaille militaire, Croix de Guerre, Médaille de Verdun) et des photographies, instantanés pris au quotidien : vie dans les tranchées, villes détruites, morts, canons. Photos entassées au grenier, dans un tiroir, où je les découvris bien après sa mort. Sans oublier cette pipe en bois sculptée par lui-même, portant sur son culot un bouclier et ces quelques mots : "Campagne 1914-1915-1916", et sur son tuyau : "Alsace", "Champagne", "Verdun". Une brassée de souvenirs...



Amaury Delomelle
avant le déclenchement de la guerre (12 mai 1914)

Après avoir fui de Lille en octobre 1914 devant l'avance allemande - cette ville sera occupée du 13 octobre 1914 au 17 octobre 1918-, puis erré dans une partie du Pas-de-Calais, Gaston Lefebvre se réfugia dans sa famille, à Cahon, à environ huit kilomètres d'Abbeville, mais sans nouvelles de ses parents. Il travaille alors dans une ferme. Une envie le tenaille : s'engager.

Première étape : devenir soldat

"Le 24 novembre, je vais avoir 18 ans.

Mon rêve est de partir m'engager à Abbeville. Le jour arrivé, je passe un peu plus de temps à ma toilette, et je fais part de mes intentions à ma grand-mère en sortant de ma chambre. Comme je l'avais prévu, elle s'oppose à mon départ et se fâche même en criant : "Mon Dieu ! Quel malheur ! Que va dire ta mère ?" Plaisantant, je lui dis qu'en devenant soldat, je mettrai fin à une vie que je ne puis plus supporter et que je ne risque rien de le faire, attendu que la guerre serait finie bien avant que mon instruction militaire soit terminée. Se rendant à cette dernière raison, elle me prépare quelques tartines pour passer la journée. Par le raccourci des bois, je suis à Abbeville en une bonne heure. Au bureau de recrutement, je m'adresse timidement à un sergent qui porte l'insigne des soldats d'état-major. Avec brusquerie, il me demande :

- Avez-vous l'autorisation de vos parents ?
- Mais, Monsieur, ils sont restés à Lille.
- Eh bien, allez la chercher à Lille.

L'oreille basse, je dois rentrer à Cahon et me remettre à l'ouvrage. Le moment de faire le cidre est venu, cela apporte un peu de variation dans mon travail. À la maison, on est triste, car on ne sait pas ce qui se passe à Lille, et deux de mes oncles n'écrivent pas. Sont-ils tués ou prisonniers ?

(...) Le 8 janvier 1915, une note dans les journaux annonce que les réfugiés âgés de dix-huit ans pourraient dorénavant s'engager pour la durée de la guerre sans l'assentiment de leurs parents, pourvu que ceux-ci soient restés en pays occupés. Abandonnant tout travail, je fais aussitôt mes préparatifs

de départ. Ma grand-mère me voyant si décidé n'ose plus faire d'opposition. Le lendemain, 9 janvier, je reprends le chemin d'Abbeville. Au bureau de recrutement, on m'envoie passer la visite dans une caserne. Le major me déclare : "bon pour le service". De retour au recrutement, je suis envoyé à la mairie et de la mairie au recrutement. Enfin ! Après des heures d'une attente éternelle, je reçois mon livret militaire et une feuille de route. Sur ma demande, je suis affecté au 43^e régiment d'infanterie de Lille dont le dépôt est à Limoges.

Me voilà soldat !

Gaston est envoyé à Limoges, pour sa préparation. Puis, c'est le départ pour le front.

"Le 5 mai, au matin, nous nous alignons. Les rues sont bondées de monde, notre départ étant connu. Bientôt, des jeunes filles et des enfants se glissent dans nos rangs et s'emparent de nos fusils qu'ils garnissent de fleurs. Les chefs peuvent crier, nous ne pouvons plus marcher au pas et c'est en pagaïe que nous arrivons à la gare des Bénédictins. Une section n'est pas de trop pour empêcher les civils de passer aux grilles. Nous sommes entassés dans des wagons sans couloirs, mais couverts de verdure. Quand le train s'ébranle, un tonnerre de "Au revoir !", "Bon courage !" nous salue et résonne longtemps à nos oreilles."

Regard sur la vie quotidienne des soldats

Le convoi gagne Paris, puis l'Est de la France. Le 23 mai, le régiment monte en ligne. Les exercices continuent, et les soldats apprennent aussi à creuser des tranchées, et à les protéger, à confectionner des créneaux, à traverser des réseaux de barbelés. On les vaccine contre la fièvre typhoïde, ils découvrent la popote des cuisines roulantes : "Le riz, cuit dans un sac pour l'empêcher de coller, les haricots rouges durs comme la pierre, les lentilles aux cailloux ou le singe, on retrouve toujours le même goût de mauvaise fonte et de graisse de voiture."

Avec l'arrivée sur le front, les soldats découvrent d'autres désagréments :

"En quelques jours, nous sommes remplis de poux. Les maudites bestioles pondent leurs œufs dans les coutures de nos effets et principalement sous les bras et entre les jambes et, plus on en tue, plus il y en a. Souvent deux fois par jour, je me réfugie dans le boyau qui conduit aux feuillées. Là, on peut se déséquiper et se mettre à poil, sans risquer d'être rencontré par un officier

Lillois d'origine, Gaston, lui, s'installa à Lillers à une date inconnue de moi. Grand mutilé, il obtint des facilités pour se reconvertir dans la vie, et trouver un emploi comme fonctionnaire. Il devint bientôt percepteur, une notabilité s'occupant du club de football local et des associations d'anciens combattants. Plusieurs décorations ont récompensé son action : Médaille militaire, Croix de Guerre, Croix du Combattant volontaire. On lui a attribué ensuite la Légion d'Honneur. Pendant la Première Guerre mondiale, Gaston, lui, n'a pas photographié : il a écrit, notant tout ce qu'il voyait autour de lui. Enterré sous un bombardement, traîné d'hôpital en hôpital, il a pu sauver des fragments de son journal intime. Bien plus tard, il en a tiré un livre de 269 pages : Un de l'avant. Au moins 23 000 exemplaires en ont été vendus.

J'ai en ma possession l'exemplaire relié de mon père, photo dédicacée à l'appui, avec ces quelques mots : "En redescendant de l'enfer de Verdun". Ce livre fut toujours présent dans ma jeunesse, sans doute élément de fierté. Je ne le feuillette jamais sans émotion.

Cet environnement n'est pas tout à fait normal, sans être pour autant "extraordinaire". Mes deux frères et moi bénéficions tout de même un privilège étonnant : celui d'avoir eu deux grands-pères qui, chacun dans leur genre, ont voulu laisser une trace de leur action pendant la guerre. Leurs témoignages existent toujours près de 90 ans plus tard.

Ces deux hommes, que les hasards de la vie ont fait se rencontrer ensuite, par l'intermédiaire de leurs enfants, mes parents, appartiennent à cette chaîne de l'humanité, faite d'obscurs, de sans-grade, pourtant indispensables pour perpétuer la vie, faire évoluer l'humanité, vivre et mourir.

La publication du témoignage de ces deux hommes se justifie sans doute aujourd'hui par le goût de l'histoire que nous avons tous, en ces temps où les familles se dispersent, où les documents n'existent plus, où l'on ne se parle guère. Mais elle est motivée peut-être davantage quand on la relie à un retour sur la Première Guerre mondiale qui apparut très vite comme une boucherie, une fois fanée la "fleur au fusil". On ne comprit que plus tard qu'elle constituait le départ - pour reprendre l'expression si juste de mon ami Claude Fuzier - de la "Guerre de trente ans", qui ne prit fin qu'en 1945.

Chacun à leur place, mes deux grands-pères témoignent aujourd'hui.

Denis (Gaston) Lefebvre



Gaston Lefebvre, "En descendant de l'enfer de Verdun, février-mars 1916"



Lance torpilles. Canon dit "58 de tranchées".



Scènes de popote.

et de passer en conseil de guerre. Ces messieurs, qui ne peuvent décemment réunir le produit de leurs biftecks-frites avec le résultat du mélange intime de notre singe au riz ou aux fayots rouges, ont, comme de juste, une feuillée réservée et jamais ils ne voudraient s'aventurer dans un lieu où les troupes mettent culotte basse."

En septembre 1915, Gaston Lefebvre devient l'ordonnance du lieutenant Jansen : "Dans mes nouvelles fonctions, les jours s'écoulaient heureux. À mon aise, je puis vadrouiller et marauder sans avoir l'obsession de l'exercice. Je mange naturellement à la popote des officiers, et cela me retape un bon coup."

Dans cette guerre des tranchées, l'attente gère tout, et les parties de cartes à n'en plus finir permettent de passer le temps, sous le fracas des obus ou des grenades à fusil.

Première blessure

La nuit offre un peu d'activités. Mais le danger revient alors. Depuis son arrivée sur le front, Gaston Lefebvre s'est fait une spécialité

dans la pose de barbelés. Dans la nuit du 26 octobre 1915, il subit sa première blessure :

"Nous sautons sur le parapet comme d'habitude. Constamment, nous devons nous coucher et même descendre dans la tranchée, les boches étant insupportables. Plusieurs projectiles éclatent en même temps et ces messieurs sentent peut-être que nous allons avoir achevé notre réseau. Vers neuf heures, je termine ma dernière pelote de barbelés. Au moment où je me dispose à regagner la tranchée, une bombe éclate à quelques mètres. Je suis encore à genoux quand une grande flamme m'éblouit. En même temps, je reçois un coup formidable dans le dos ! J'ai la poitrine défoncée... un vide se fait autour de moi et je m'évanouis."

Il est emmené vers l'arrière, et soigné au château de Sapicourt, transformé en hôpital. "Le huitième jour, le major consent à me faire voir ma blessure avec deux glaces. Juste au-dessous de l'omoplate gauche, j'ai un trou assez profond et large deux fois comme une pièce de cinq francs. Il m'explique que pour éviter la gangrène il avait dû débrider sérieusement la plaie et enlever la chair tuméfiée par le coup."

Le 17 novembre, il est évacué vers un hôpital de l'arrière, à Coulommiers, et redécouvre surtout la joie d'une vie presque normale :

"Notre hôpital est installé dans les locaux de l'école libre Sainte-Foi. Une dizaine de blessés et autant d'infirmières jeunes et vieilles nous reçoivent et nous conduisent au réfectoire où un bon repas nous est servi. À volonté, nous avons un litre de cidre pour deux hommes ou un de vin pour quatre. Quel bonheur de pouvoir manger assis à une table... dans une assiette."

Pendant près de dix mois, j'ai mangé la gamelle entre les genoux, ou posée sur le coin d'un créneau. Aussi, je m'observe, j'ai peur de me tenir mal. Et ces femmes qui nous entourent, prêtes à satisfaire notre moindre désir... Cette voix, celle de l'infirmière-major, Mademoiselle Leblanc, qui nous dit : "Mangez bien ! mes enfants, après vous irez vous reposer..." Je crois rêver et entendre la voix de mon caporal : "Démerdez-vous ! on va aller en corvée de rondins..."

Une fois tous au lit, Mesdemoiselles Bouloinnais, les infirmières de ma salle, viennent border nos lits comme l'aurait fait notre mère. Dans les yeux de mes camarades, je lis le même désir : qu'elles s'en aillent pour que nous puissions exprimer notre joie dans notre langage à nous".

Verdun

Quelques semaines plus tard, en février 1916, il retrouve ses camarades, avant le départ en train vers l'Est, vers... Verdun :

"Aux approches de Verdun, les convois de troupes et de munitions se suivent et se croisent sans interruption."

L'affaire doit être sérieuse, car aux arrêts nous percevons le bruit d'un bombardement continu.



Gaston Lefebvre, *Un de l'avant*, Journaux et imprimeries du Nord, Lille, 1930.

Ce livre – sous-titré "Carnet de route d'un poli" – couvre la période du 9 octobre 1914 au 27 novembre 1917.

Il est précédé de l'avertissement suivant :

"À l'âge où les privilégiés de la vie sont encore sur les bancs de l'école, l'auteur de ces lignes entra dans la tourmente."

Les souffrances morales et corporelles des tranchées et le chloroforme des six opérations consécutives à ses blessures, lui firent oublier ce qu'avaient pu lui inculquer de bons maîtres de l'école de l'Arbonnoise, à Lille.

C'est grâce à la rééducation professionnelle qu'il a pu reprendre rang dans la vie et écrire ce récit avec la seule aide de sa mémoire et d'un carnet de poche en partie déchiré par un éclat d'obus.

En reconstituant des faits précis auxquels il a participé directement, son but n'est pas de faire œuvre littéraire, mais d'empêcher le voile de l'oubli de tomber trop tôt sur le sacrifice et les souffrances des vrais combattants et d'inspirer aux jeunes la résolution de faire tout pour éviter le retour d'un tel cataclysme."



A la soupe !



Amaury Delomelle (à gauche) et un de ses camarades dans un abri.

Dans la ville, il règne une animation extraordinaire et les chauffeurs ont peine à se frayer un passage à travers les troupes qui montent en ligne et les civils qui fuient.

En voyant ces derniers traîner des enfants, des paniers ou des ballots, nous devinons l'évacuation.

Les Allemands ont donc crevé notre front ?

A la sortie de la ville, de gros obus éclatent avec fracas et des immeubles de plusieurs étages s'écroulent d'une pièce et prennent feu.

Subitement, les mâchoires se sont serrées nerveusement, les visages sont devenus graves. Fini de rire et de plaisanter, nous entrons dans le domaine de la mort."

Gaston Lefebvre évoque rarement dans son livre ses propres combats. Veut-il, par son silence, exorciser les adversaires qu'il a dû tuer ? Il nous brosse plutôt des scènes générales :

"En arrivant à la crête, nous avons devant les yeux un spectacle inoubliable. Partout, ce ne sont qu'explosions de "fusants" et de "percutants" et au milieu de la fumée constamment renouvelée, des troupes courent en tirailleurs vers le champ de bataille.

Venant vers nous, des civils affolés se sauvent.

Comme à la manœuvre, des commandements retentissent : 'Lignes d'escouades, en files indiennes et à quinze pas !', 'Pas gymnastique !'

Dans une course désordonnée, nous galopons pour traverser un large terrain découvert et gagner le bois que nous apercevons au loin.

Des hommes tombent et il faut souvent faire un détour pour ne pas piétiner un blessé ou un cadavre."

La troupe marche sans cesse, s'arrête parfois de longues minutes : "la marche éreintante qui dure toute la nuit. Nous avons l'impression de toujours tourner autour d'un même point."

Ses descriptions nous montrent la folie qui s'empare parfois de soldats, au point qu'ils perdent conscience de l'endroit où ils se trouvent. Un jour, le voici de corvée de ravitaillement. Pris sous un bombardement, il se perd en route :

"Ma première rencontre est deux gendarmes et j'en aperçois d'autres formant comme un cordon à l'arrière de notre front.

Pourquoi sont-ils là ? Pour arrêter les boches ? Ce n'est guère probable !

Comme je ne cherche pas à passer, ils ne me disent rien, mais il font faire demi-tour à des camarades isolés.

J'ai la clef de l'énigme. Abrutis par le "feu", des hommes abandonnent leurs unités dans les moments de défaillance et les gendarmes sont là pour leur interdire l'accès de l'arrière..."

Il récupère de la nourriture : un tonneau de gnôle et quelques boules de pain : "Nous avons du réconfort et de quoi ne pas mourir de faim. C'est bien, mais c'eût été mieux s'il y avait eu quelques boîtes de sardine par escouade".

Alerte aux gaz

Aux bombardements, s'ajoute bientôt un autre danger, quand retentissent ces quelques mots : "Mettez vos masques"...

"La phrase est répétée de trou en trou et les têtes masquées d'un tampon apparaissent.

Nous faisons connaissance avec le fameux gaz moutarde, mais nos trous étant situés au-dessus de la nappe, ses effets sont atténués. Nos yeux pleurent quand même comme si on pelait des échalotes et l'odeur de la poudre dessèche notre gorge. Ah ! cette odeur... Et dire que des récits guerriers racontent qu'elle émoustille les combattants au point que leurs chefs ne peuvent plus les retenir. Quelle vaste blague !

Enfin, il faut bien bourrer le crâne aussi aux civils pour qu'ils puissent tenir..."

Il faut tenir les positions, et sans cesse creuser de nouveaux trous : "Nous avons de l'eau jusqu'aux genoux. Le froid est si intense que nos pieds et nos mains s'engourdissent au point de ne plus les sentir. Pourrions-nous nous servir de nos fusils, si les boches attaquent ?" La seule eau qu'il puisse boire est celle de l'étang de Vaux, "une eau rendue pestilentielle par de nombreux cadavres en putréfaction". C'est dans ces mêmes tranchées, ou trous, faute de pouvoir en sortir, que les soldats doivent "satisfaire certaines besoins (...). L'odeur qui en résulte et qui reste, celle des cadavres sur le parapet et celle de la poudre nous occasionnent des haut-le-cœur continuels."

Après quelques jours de combat épouvantables, la relève arrive enfin :

"Nous pûmes faire le compte des manquants, des victimes de la tuerie de Verdun.

Au rassemblement, 48 hommes répondirent présents à l'appel, y compris les cuisiniers de la roulante. Parmi eux, une dizaine n'avaient été que deux jours en ligne : les autres étaient des squelettes vivants.

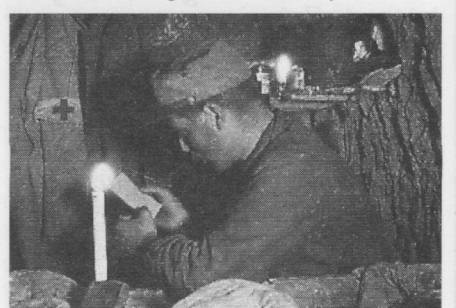
Sur environ 210 hommes 160 étaient tués ou blessés".

Après cette bataille, Gaston Lefebvre écrit de lui-même : "Verdun m'a classé parmi les anciens" : il est à peine âgé de 19 ans !

(suite au prochain numéro)

Photos Denis Lefebvre.

Poste de secours du génie aux tranchées (juillet 1915).



Les revendications des dockers à Marseille en 1935 et 1936

*C'est dans la deuxième
moitié du XIX^e siècle
que les dockers apparaissent
sur les quais de la cité
phocéenne. Ils représentent
la modernisation,
la nouveauté face
au travail traditionnel
et artisanal des portefaix.*

*Leur présence dérange
et ils sont mal considérés
dans la société phocéenne.*

*Les dockers sont à la fois
différents des autres ouvriers
et des autres métiers portuaires.*

*Différents mais aussi difficiles
à cerner, pourtant
la définition du docker
est simple : c'est un ouvrier
intermittent des quais,
sans contrat,
sans encadrement
et sans statut.*

*Ces particularités ont éveillé
notre curiosité au point
d'entreprendre une recherche
sur les dockers à Marseille
de 1864 à 1941,
année où ils obtiennent
un statut. Ces ouvriers du
port se lancent très vite
dans de grands conflits
comme ceux de 1935-1936
qui ont été choisis
afin de montrer
les particularités
de cette branche d'activités.*

Il faut dire que le milieu des dockers vient de traverser une période de forte turbulence où le syndicalisme a été entre les mains d'un homme,

Simon Sabiani (1), principal acteur de la vie politique marseillaise dans l'entre-deux-guerres. D'origine corse, il arrive à Marseille avant la Première guerre mondiale et fonde une maison de transit. Dès 1919, il s'intéresse à la vie politique : communiste en 1919, il crée une fédération communiste autonome en 1923 et glisse peu à peu vers l'extrême droite dans les années 1930. Conseiller municipal aux côtés de Siméon Flaissières en 1919, il devient premier adjoint du maire Ribot en 1931. Il réussit à s'implanter dans la ville et sur les quais grâce à l'entraide qui devient du "compatriotisme" puis peu à peu du népotisme (2). Les pratiques clientélistes sont courantes sur les quais. Les dockers sont sollicités pour asseoir son emprise en échange de services et de faveurs. Les quais sont un terrain propice aux activités illégales et l'instabilité des ouvriers favorise l'implantation du sabianisme. La majorité des dockers est pendant une décennie sous l'influence du chef corse et les dockers marseillais deviennent un enjeu politique.

En 1934 à Marseille, la gauche prend conscience du danger que représente l'extrême droite, s'unit et reprend le contrôle de la mairie. Elle cherche ensuite à dominer les quais. Les mouvements revendicatifs des dockers en 1935 et 1936 semblent différents des mouvements précédents. Ces conflits suscitent plusieurs interrogations : quel est le rôle du syndicat en 1935 et 1936 ? Qui se bat derrière les dockers et quelles sont les cibles ? Les dockers ont-ils de nouveaux moyens d'agir afin d'être entendus ? En quoi ces conflits modifient-ils l'image du docker dans la cité phocéenne ? Il ne faut pas oublier que Marseille est à part à cette époque en raison de la complexité et de l'enchevêtrement des événements. Les principales sources utilisées proviennent des Archives départementales des

Bouches-du-Rhône et de la presse notamment *Le Petit Provençal* et *Rouge Midi*.

La grève de décembre 1935 : une réussite à l'heure de la réunification

Le syndicat des dockers est réunifié le 6 décembre 1935 à Marseille. Une grève éclate le 11 décembre, deux jours après la décision de la chambre patronale d'abaisser les salaires de 2 F par jour compte tenu de la baisse de l'indice des prix. Le mouvement s'amplifie selon le rapport journalier établi par le commissaire du port :

- le 13 décembre, le port avait besoin de 5 095 dockers, il en a eu 579
- le 14 décembre, le port avait besoin de 4 670 dockers, il en a eu 545
- le 15 décembre, le port avait besoin de 5 350 dockers, il en a eu 400.(3)

Le travail reprend le 17 décembre après un accord passé entre Victor Gagnaire et les délégués patronaux, aidés par le nouveau maire socialiste Henri Tasso.(4) Il a demandé au préfet de reporter à plus tard l'application de la baisse du coût de la vie sur les salaires. Ainsi les salaires journaliers des dockers restent à 36 F. Ils sont satisfaits, ovationnent Gagnaire et le proclament officiellement secrétaire général du syndicat unifié.(5) La victoire des dockers a pour conséquence le report de l'ajustement à la baisse des salaires en fonction de l'indice du coût de la vie. Cette décision s'applique à l'ensemble des ouvriers de la ville assujettis à l'échelle mobile, environ soixante mille personnes. Selon le journal *Rouge Midi*, "la grève des dockers est un exemple à suivre" et "les dockers représentent le bouclier de la classe ouvrière marseillaise".(6)

Le congrès de fusion des deux syndicats de dockers a lieu officiellement le 2 janvier 1936. Victor Gagnaire et Marcel Andreani deviennent respectivement

secrétaire et secrétaire adjoint du syndicat CGT des dockers. Ce sont des hommes nouveaux dans le milieu syndical. Les anciens dirigeants réformistes (Manot depuis la création du syndicat en 1902 et Filliol) comme les unitaires (Ciavaldini et Nazzi, amis de Sabiani qui glissent vers l'extrême droite) sont évincés. C'est un renouveau complet, dans une phase d'essai de reprise en main de la ville puis des quais par la gauche. Des hommes comme François Billoux, Charles Nédélec, Charles Tillon et Victor Gagnaire ont été envoyés à Marseille dans cet objectif.⁽⁷⁾

Les 4 et 5 janvier 1936 se tient à Marseille, à la Bourse du travail, le congrès de fusion de l'Union Départementale de la C G T : près de trois cents délégués y participent, Louis Chauffard devient secrétaire général et Charles Nédélec secrétaire adjoint ⁽⁸⁾. Ce congrès de la réunification consolide la victoire de la classe ouvrière. Depuis le mois de décembre, les dockers, les responsables syndicaux et les communistes sont satisfaits puisqu'ils ont réussi à vaincre les patrons et les anciens dirigeants syndicaux. L'avenir s'annonce sous de bons auspices mais les accords vont-ils être respectés ?

Le conflit de février 1936 : les dockers précurseurs ?

L'accalmie est de courte durée. Quelques jours seulement après l'accord du 16 décembre, Victor Gagnaire doit intervenir auprès du préfet pour que les dockers sans travail touchent le chômage. Il proteste car les indemnités de chômage ont été supprimées, le bureau de versement considérant que tous les dockers avaient fait grève en décembre. Sa lettre demeure sans effet et le comité des chômeurs publie une affiche :

VEUT-ON PUNIR LES DOCKERS...

D'avoir fait la grève contre la diminution de salaire de 2 F par jour

Que voulaient leur imposer les Compagnies des Ports et Docks ?

Pourquoi la Préfecture ne donne-t-elle pas l'ordre de payer les

Chômeurs dockers qui étaient inscrits à la caisse de chômage avant

Le conflit ? C'est parce qu'ils n'ont pas voulu être des ...

BRISEURS DE GREVE !...

Nous attirons l'attention de l'opinion publique sur ces procédés

illégaux qui privent d'une manière générale l'ensemble des pères

de famille de cette semaine d'allocation... alors que le chômage

de cette industrie est chronique.

LES DOCKERS CHOMEURS DOIVENT ETRE PAYES !

Ils auront l'appui de toute la classe ouvrière marseillaise pour

les aider à obtenir LEURS DROITS.

Le syndicat des dockers

le comité central des chômeurs.⁽⁹⁾

Cette affiche est apposée un peu partout sur les murs de la ville mais elle n'entraîne aucune réaction. Tout au long du mois de janvier la tension monte parmi les dockers qui attendent leur indemnité de chômage et les entrepreneurs qui renouvellent leur intention d'aligner les salaires sur l'indice des prix. Le 30 janvier, les acconiers organisent un lock out à l'embauche des équipes syndiquées. Ils renvoient de la sorte soixante douze délégués syndicaux ⁽¹⁰⁾. C'est une entrave au droit syndical. Le mouvement de contestation s'amplifie très vite en raison du récent succès de décembre 1935. Le lendemain est le premier jour de grève. Les dockers refusent de travailler pour différentes raisons : à la décision des acconiers s'ajoutent les indemnités de chômage et les mesures vexatoires dont ils sont l'objet ⁽¹¹⁾. Depuis plus d'un an, des chefs d'équipe et des acconiers appartenant aux croix de feu, considèrent les ouvriers des quais comme des esclaves et n'hésitent pas à les insulter voire même à les frapper ⁽¹²⁾.

Entre le 1^{er} et le 4 février, le nombre de grévistes passe de mille à quatre mille. L'augmentation est extraordinaire même s'il faut tenir compte des non-embauchés qui ont rejoint les grévistes. Certaines branches d'activités se mettent en grève par solidarité avec les dockers ; c'est le cas des taxis-camionnettes puis des ouvriers du bâtiment. Le trafic n'est pas nul car les acconiers croix de feu recrutent parmi les plus démunis et aussi directement en Algérie. Il y aurait environ cinq cents hommes travaillant sur les quais. Mais ces hommes ne sont pas habitués au travail de docker et *Le Petit Provençal* du 18 février souligne que pour le charbon il faudra plus de quinze jours pour décharger deux navires alors qu'en temps nor-

mal trois ou quatre jours suffisent. Le travail de docker n'est pas reconnu comme un métier mais il est difficile à exécuter. Pour que les grévistes laissent travailler les briseurs de grève, les quais ressemblent à une forteresse. Ce déploiement des forces de l'ordre avait commencé en décembre mais en février "c'est du jamais vu" titre *Le Petit Provençal*. Le journal *Rouge Midi* ironise en disant qu'il y a presque un garde par gréviste ⁽¹³⁾. Une si grande surveillance démontre les différents enjeux que représente une grève portuaire. C'est avant tout un enjeu économique et la police est là pour protéger les marchandises et les outils de travail. Apparaît vite l'enjeu social ; la grève ne doit pas s'étendre à d'autres secteurs d'activités de la ville. Et enfin le docker en tant qu'enjeu politique puisque c'est une période de reconquête de la ville et des quais par les forces de gauche. Le conflit de décembre a repoussé l'extrême droite mais l'a-t-elle anéantie ? Une grève générale est prévue le 21 février afin d'insister sur l'importance de ce conflit comme le dit Charles Nédélec :

" On n'est pas en présence d'un conflit ordinaire . Il s'agit du droit syndical et nous sommes en présence d'un complot monté de toute pièce par le patronat des ports duquel la Préfecture est complice.

Nous avons face à nous tout le patronat qui veut porter un grand coup contre les dockers car il ne pardonne pas aux dockers d'avoir empêché la diminution des salaires en décembre (...).

Le rôle des croix de feu et des fascistes est important et on sait que Daher et Fraissinet sont les dirigeants."⁽¹⁴⁾

Charles Nédélec représente la pensée des syndicalistes quand il affirme le caractère exceptionnel du conflit. La violation du droit syndical est grave et les manœuvres de l'extrême droite sont toujours présentes en 1936. Les représentants des pouvoirs locaux et les entrepreneurs veulent éviter la grève générale et rédigent un communiqué. De leur côté les dockers dressent la liste des revendications qu'ils publient dans *Rouge Midi*. Ils veulent être reconnus comme les autres ouvriers et ne plus appartenir au sous-prolétariat, en finir avec l'angoisse des matins d'embauche et des jours sans travail.

Le conflit est dans l'impasse et le litige est porté devant le gouvernement. C'est

un procédé qui a déjà été envisagé sur les quais au début du XX^e siècle. Une délégation formée de Gagnaire pour les dockers et d'autres secrétaires syndicaux pour les ensacheurs, chauffeurs et chargeurs se rend à Paris. Ils sont reçus par le ministre du travail Ludovic Oscar Frossard puis par le président du conseil Albert Sarraut. Le ministre Frossard est envoyé le lendemain sur le lieu du conflit (15). Après deux jours de négociation, un accord est signé le 22 février. C'est un succès sans précédent pour les dockers et pour les forces de gauche de la ville (16). Le droit syndical est conforté et les entrepreneurs s'engagent à réembauher les dockers sans aucune distinction. C'est une victoire sur l'autorité patronale avec la reconnaissance des délégués syndicaux. Ces derniers étaient présents sur les quais depuis 1919 mais les acconiers et les entrepreneurs avaient toujours nié leur rôle. Les délégués de chantier sont reconnus mais le protocole limite leurs pouvoirs au profit du secrétaire syndical. Le délégué avait tendance à lancer des mouvements de grève trop fréquemment et pour des raisons non fondées. Le syndicat se trouve renforcé et le patronat doit avoir désormais affaire à un interlocuteur plus responsable et plus éloigné de l'impulsivité des quais. C'est un progrès syndical dans la mesure où le délégué et le secrétaire ont chacun un rôle d'intermédiaire à jouer entre les ouvriers et l'entrepreneur. C'est un compromis qui semble convenir aux patrons et au syndicat des dockers. Le syndicat est satisfait puisque son influence s'accroît et la présence du délégué est acceptée.

L'enjeu de la grève s'est accentué au fil des jours : en deux semaines, une grève qui semblait somme toute banale est devenue lourde de conséquences pour une partie des ouvriers de la ville et pour l'économie locale. Dans le domaine politique, la victoire de février 1936 consolide l'élimination des sabianistes commencée en décembre et cette grève est un test pour le parti communiste marseillais. Elle lui permet de recruter de nouveaux

membres et d'étendre sa force à d'autres secteurs d'activités. En 1936, le parti communiste est prêt à démontrer son dynamisme dans le champ d'action de la classe ouvrière.

Les victoires de décembre 1935 et de février 1936 consolident la position de la gauche sur les quais. C'est un succès syndical dont Victor Gagnaire est le grand vainqueur et c'est un succès politique qui renforce le parti communiste. Le bilan des conflits est positif et les deux mouvements sont complémentaires. La grève de décembre a montré que les dockers unis pouvaient faire reculer le patronat sur des questions salariales. Mais derrière ce conflit, ce sont les communistes qui chassaient les sabianistes des quais. En février, le patronat poursuit l'offensive puisqu'il porte atteinte au droit syndical et au respect de l'ouvrier. On retrouve à travers ce combat le duel entre les forces de gauche et l'extrême droite (17) et les dockers ont été, à leur insu, un enjeu politique. Ces conflits semblent les avoir transformé puisqu'ils sont dès lors plus intéressés par l'activité politique. La vie politique tourmentée qu'a connue la ville a peut-être éveillé chez ces ouvriers une conscience politique.

La victoire est réelle et les accords de février 1936 anticipent sur les événements de mai et juin 36 pour la France entière. Les dockers marseillais sont alors à l'avant-garde de la classe ouvrière française. Pour la ville, les dockers marseillais sont le fer de lance de la classe ouvrière. En témoigne le comportement des grévistes de l'entreprise Coder en juin 1936 qui veulent "résister au patronat comme les dockers" (18). Les dockers de la cité phocéenne ne participent pas aux mouvements de mai et juin 36 même si une nouvelle convention est signée le 13 juin avec une hausse des salaires, les congés payés et la réaffirmation du rôle des délégués syndicaux.

Elisabeth CLAVERIE

(1) JANKOWSKI Paul, Communism and Collaboration, Simon Sabiani and Politics in Marseille, 1919-1944, London, Yale University Press, 1989.

NICOLAÏ Jean-Baptiste, Simon Sabiani, un "chef" à Marseille, 1919-1944, Paris, Orban, 1991.

VAUCOURET Jean, Un homme politique contesté : Simon Sabiani, Thèse, Aix-en-Provence, 1979, 3 tomes.

(2) CLAVERIE Elisabeth, Les dockers à Marseille de 1864 à 1941, Thèse, Aix-en-Provence, 1996, 2 tomes, voir le tome II, IV^e partie, la politisation des dockers (1926-1941), p. 327.

(3) Archives Départementales Série XIV M 25/74, le mouvement ouvrier à Marseille de 1932 à 1935.

(4) MAITRON Jean (sous la dir.), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, BILLOUX F. tome 19, GAGNAIRE V. tome 29, NEDELEC C. tome 37, TILLON C. tome 42.

(5) Le Petit Provençal du 6 janvier 1936

(6) A. D. Série XIV M 25 / 76, les grèves à Marseille en 1936.

(7) A. D. Série M6 / 10 817, affaires diverses de 1936 à 1939, rapport du 30 janvier 1936.

(8) Rouge Midi du 15 février 1936, article intitulé "Avec les dockers contre le fascisme"

(9) A. D. Série XIV M25 / 77, les grèves à Marseille en 1936 dont un dossier sur le port.

(10) Le Petit Provençal et Rouge Midi le 18 février 1936.

(11) Rouge Midi le 15 février 1936. Daher et Fraissinet ont des compagnies de navigation. Dès le début du XX^e siècle, les dockers se soulèvent à plusieurs reprises contre Alfred Fraissinet qui embauche trop d'étrangers (environ 60 %).

Son fils Jean lui succède en 1927. Il se marie avec la fille de Cyprien Fabre ce qui permet la fusion des 2 compagnies. Dès 1931, il se tourne vers la politique et la presse. Il crée la journal Marseille Matin dans lequel se trouvent les articles de Simon Sabiani. Fraissinet défend les thèses de l'extrême droite dans les années 1930. Voir GUIRAL Pierre, REYNAUD Félix (sous la dir.) Les Marseillais dans l'Histoire, Toulouse, Privat, 1988, p. 126.

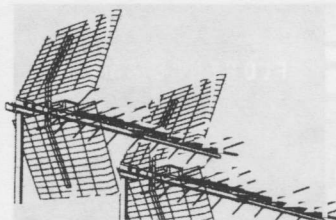
(12) Le Petit Provençal donne tous les jours un compte rendu détaillé des événements.

(13) Article de L'Humanité le 25 février 1936.

(14) Article de Gazagnaire, secrétaire général du comité des Bouches du Rhône de lutte contre la guerre et contre le fascisme, Rouge Midi le 15 février 1936.

(15) Rouge Midi le vendredi 12 juin 1936.





CHRONIQUE DE LA DÉSINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

BRUIT DE FOND

Sur les bases de "la théorie (mathématique) de l'information" que Claude E. Shannon a exposée en 1948, on a pu établir que le message utile est souvent noyé dans une masse d'informations inutiles connue comme "bruit de fond" et désignée comme une forme d'entropie.

La pratique de l'information que nous connaissons, à mesure que les sources et les supports se multiplient, confirment la théorie.

On disait, jadis, "couvrir" l'événement. Depuis la guerre du Golfe, la pratique de la délivrance de l'information par l'acteur principal interdit de connaître la vérité. Faute d'informations crédibles que les conférences de presse institutionnelles ne sauraient fournir et pour entretenir leur audience, les médias, puisent dans les "banques d'images" au mépris de l'actualité ou multiplient les "micro trottoirs".

Le seul bénéfice pour les diffuseurs est de poursuivre la diffusion d'une pensée "politiquement correcte" au profit de l'idéologie et de la classe dominantes. C'est une nouvelle preuve de la dépendance des médias dans la société libérale.

SIMULACRE

La censure imposée aux correspondants, amis et non-agrèés, pousse les rédactions à inventer des images. La technique numérique virtuelle permet cette opération, en particulier, pour "montrer" les voyages des astronautes qu'on ne peut suivre en temps réel dans l'atmosphère. Il est aisé de voir le trucage qui montre des faits supposés mais reçus comme vrais par le plus grand nombre.

On peut craindre que cette technique, qui ne cessera de s'affiner au point de ne plus laisser deviner l'artifice, permettra, un jour, de "fabriquer" des situations présentées comme véritables.

La manipulation a un bel avenir.

MAUVAIS JOUEURS

Dans le contrôle mondialisé de l'information "politiquement correcte", la chaîne CNN s'est installée en position de monopole pour assurer toute diffusion d'importance mondiale et en assurer la répétition "en boucle". Habituellement les médias américains consacrent peu de place aux événements internationaux qui ne les concernent pas. Unilatéralisme oblige ! CNN est-elle objective et dépourvue de manipulation ? Impossible à vérifier sur le terrain.

Dans la période récente, la chaîne américaine a été éliminée, dans un premier temps du théâtre d'opérations afghan au profit de la chaîne qatari Al Djezira, accusée de présentation partisane des événements.

CNN, outragée, décide de censurer les informations transmises par Al Djezira qui sera privée, à son tour, d'accès aux opérations terrestres. Ça doit être ce qu'on appelle "jouer à la petite guerre".

On ne répètera jamais assez que la liberté de communiquer est un élément essentiel de la démocratie qui est, dans ce domaine, la chose la moins bien partagée du monde. Aucun gouvernement n'est innocent, eût-il inscrit en tête du réajustement, en 1789, de sa constitution, le fameux premier amendement : "Le Congrès ne fera aucune loi qui [...] restreigne la liberté de la parole ou de la presse..." Bien sûr, s'il n'y pas de loi, tout est possible !

INFORMATION OU SPECTACLE ?

Les médias doivent informer. En réalité, ils communiquent. Dans une logique commerciale, ils doivent surtout capter l'audience qui assure les volumes dont dépend la fixation des ressources publicitaires. Le souci est, alors, moins d'informer que de donner un spectacle qui ne conteste pas l'ordre économique établi.

Le spectacle d'une anomalie ou un dysfonctionnement dans l'actualité peut être coupable s'il adresse à des auditoires attentifs aux fausses séductions.

Récemment, une émission de FR3 a consacré quelques minutes au "jeu du foulard", pratiqué dans certains milieux scolaires. Sans doute, le propos n'était-il pas incitatif mais combien de jeunes auront retenu de cette évocation la tentation d'un risque stupide et auront, malgré tout, fait l'essai ? Pour le frisson du danger. Par provocation. Par bravade.

Plutôt que la censure, l'autocensure peut s'imposer dans une déontologie personnelle.

BOMBARDEMENT INTENSIF

Des tirs groupés s'abattent depuis quelques temps sur les médias intégrés dans des groupes d'affaires qui ne sauraient déplaire aux "Maîtres du monde".

On a déjà évoqué ici le pilonnage de "PLPL" sur "Le Monde" et ses principaux responsables dont le moindre n'est pas le très libéral Alain Minc.

ATTAC s'en mêle et recommande à ses membres de se tenir à distance des médias récupérateurs : "parler dans les médias revient très vite à parler pour les médias."

On ne s'étonne pas de retrouver dans les deux associations des noms communs, celui, en particulier de Serge Halimi, journaliste au "Monde diplomatique" qui fait désormais "chambre à part" à l'égard du groupe "Le Monde", soupçonné de "courir" désormais sous le dossard libéral-mondialiste.

"Le Monde", beau joueur cite ses détracteurs. Les masses, elles se satisfont des médias dominants. Pour l'ordre international, c'est essentiel.

HUILES

Le mot pétrole n'apparaît jamais dans la présentation des événements mondiaux dont l'épicentre se situe dans l'hémisphère nord entre les méridiens 40°est et 60°est.

C'est pourtant le contrôle de sa livraison vers les ports du sud qui justifie les interventions directes des puissances lorsque la diplomatie économique ou le lobbying n'ont pas obtenu les avantages recherchés.

Un livre, "La vérité interdite"*, rédigé par des spécialistes de l'économie mondiale et de la diplomatie en filigrane, Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, révèle les conversations et tractations secrètes mais aussi la présence des représentants des groupes pétroliers dans le nouveau gouvernement américain.

Le téléspectateur n'a droit qu'à la comptabilisation des bombes et de leurs victimes, pour apprécier la force des uns et compatir, un moment, à la détresse des autres. Autocensure ou pressions ? Les commentateurs savent aussi se taire et ne pas informer.

* Éditions Denoël.

INDISPENSABLE ÉTAT

Un fort orage à la campagne ? Les agriculteurs demandent l'aide de l'État. Les propriétaires de cliniques privées ne veulent pas assurer des

salaires convenables à leur personnel : l'État doit faire un effort. Catastrophe à Toulouse ? Le très libéral maire de la ville en appelle à l'État. Bref, l'État doit être partout. On entend dans le même temps les grandes voix du libéralisme dénoncer la réglementation et le poids excessif des impôts. Cherchez l'erreur.

Tous les partis de gouvernement et, dans leur sillage, l'opinion s'indignent et dénoncent l'archaïsme lorsqu'on parle de réguler l'économie. Dans ce domaine, ce ne sont pas les marxistes français qui ont étudié cette hypothèse, c'était, au cours des années 30, les bourgeois libérateurs, contemporains et aussi lecteurs de Keynes.

Quelques livres en ont évoqué le souvenir. On citera seulement "Le capitalisme et l'État en France : modernisation et dirigisme en France au XX^e siècle" par Richard F. Kuisel (Gallimard, 1981) et "Les ressorts cachés de la réussite française" par Ezra Suleïman (Seuil, 1995). Les auteurs, américains, ont la distanciation nécessaire qui les tient à l'écart des passions hexagonales.

LIBÉRALISME : NOUVELLE AVANCÉE

Le gouvernement s'apprête, dit-on, à autoriser la vente par les musées nationaux de certaines œuvres considérées comme mineures. Qui décidera de cette qualification ? Des technocrates ralliés à la pensée unique et soumis à un effet de mode ?

Quelques décennies en arrière, l'École de Barbizon et les "Pompier" étaient négligés par l'institution, méprisés par la critique. Si la mesure qui se prépare avait été appliquée, le Musée d'Orsay n'existerait pas. On peut, certes, gloser sur l'académisme de l'inspiration et la non-modernité de l'art des Brascassat, Thomas Couture ou William Bouguereau. Leur technique mérite au moins une attention mais, surtout, ils font partie d'un patrimoine national dont l'opportunité de la conservation ne doit pas être seulement appréciée au nom d'un zèle de circonstance.

On peut s'étonner que des institutions chargées de conserver la mémoire d'une culture puissent dépouiller la collectivité des citoyens d'une partie de ses biens. Il est vrai qu'un gouvernement précédent ne s'est pas privé de vendre une chaîne de télévision dont les téléspectateurs avaient gagné la propriété en s'acquittant de la redevance.

LE LIVRE NOIR DE LA PUB

Quand la communication va trop loin *

par Florence Amalou

Le qualificatif "totalitaire" appliqué à la publicité choquait, il y a peu. L'envahissement multimédia et multi-support le banalise aujourd'hui. Ce n'est pas encore un contre-pouvoir mais la prise de conscience se développe. Des associations se créent, trouvent une audience et se fédèrent **.

La publicité est le vecteur de la "pensée unique" libérale dans les médias. « Fait récurrent, on nous parle d'ailleurs plus souvent de stratégies industrielles que de projet de société » écrit Florence Amalou.

Il faut reconnaître que ce totalitarisme-là fonctionne bien. Les responsables de TF1 ne s'y trompent pas en acquérant les droits de retransmission de la Coupe du Monde de football à un prix astronomique. Le retour sera sans doute juteux.

Les stratégies déployées - certes profitables aux entreprises - dénoncent en réalité la médiocrité des mentalités investies par une démagogie vulgaire qui ne s'embarrasse

plus de considérations morales. La femme-objet est au centre de toute l'imagerie de séduction. Les malades sont poussés à consommer des médicaments dont l'utilité n'est pas toujours établie. Les anciens services publics, comme La Poste ou France-Télécom, passent plus de temps à créer de nouveaux "produits" qu'à assurer leur mission.

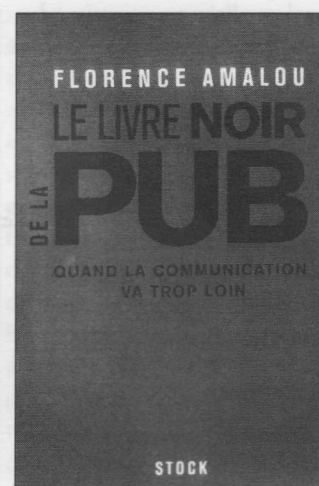
La publicité impose des modèles qui rejettent dans la catégorie des déviants ceux qui les refusent, des "grincheux" pour le plus grand nombre des asservis volontaires. Ajoutons que la lecture des pistes magnétiques et des "puces" permet un fichage que George Orwell, si souvent évoqué pour "1984" n'avait pas imaginé.

"Le livre noir de la pub" contient un chapitre, "Liberté de la presse : le chantage publicitaire", consacré aux liens que la plupart des journaux ont dû accepter pour survivre, à condition de se soumettre à la volonté des investisseurs. La sanction pour les imprudents, c'est la privation de ressources. Florence Amalou rappelle

quelques exemples de mise au pas, après un article trop tiède à l'égard du groupe annonceur. L'autocensure est, dès lors, pour beaucoup de journalistes, le premier commandement de la déontologie. Pour les médias : « mieux vaut partager les mêmes valeurs de libéralisme que les annonceurs si l'on veut voir la couleur de l'argent publicitaire. »

Le citoyen, soucieux d'être informé, n'a à sa disposition, aujourd'hui, qu'un choix restreint de quotidiens et de périodiques : "Le Canard enchaîné", "Marianne" sont cités. Pas "Le Monde Diplomatique". Tiens, pourquoi ? Florence Amalou, journaliste au "Monde" évoque brièvement - on la comprend, le gourou libéral Alain Minc veille - la fin de l'indépendance légendaire du quotidien créé par Hubert Beuve-Méry. Le fondateur, certes, rendait hommage à la "bienfaisante publicité" mais n'en était pas plus l'esclave qu'il ne l'était des pouvoirs politiques.

La publicité serait-elle toute puissante ? Sur M6, l'émission



"Capital", dont les animateurs semblent bénéficier d'une certaine liberté, a son public.

En octobre 1980, le porte-parole du Parti Socialiste promettait, en cas de victoire électorale : « L'information des consommateurs et des usagers bénéficiera d'un temps au moins égal à celui de la publicité. *** » Au moins égal ! De qui est cette promesse de campagne ? De Laurent Fabius. On connaît la suite.

J.-J. L.

* Stock, € 18,60

** En France : "Casseurs de pub", "Le Publiphobe", "RAP", "Paysages de France", "Attac". Aux États-Unis, "Adbusters".

*** Reproduite par "Le Monde" 23 octobre 1980.

LES FOLIES-BOURBON

LA CHAMBRE ARDENTE

AVENTURIERS, UTOPISTES, EXCENTRIQUES DU PALAIS-BOURBON*

par Bruno Fuligni

On connaît le spectacle que donnent les députés en séance. On se demande parfois s'il s'agit d'adul-

tes responsables. On ignore pourtant d'autres situations moins indignes sinon plus positives, d'autres personnalités, que la générosité pousse vers les projets utopiques ou aventureux au mépris des bons usages institutionnels.

L'auteur, Bruno Fuligni, vit dans le sésail, l'Assemblée nationale, dont la bibliothèque et les archives ont retenu, outre la mémoire des grands moments, la trace des anecdotes, cocasses ou pathétiques qui montrent que les représentants du peuple reflètent la réalité de l'éventail social de leurs mandants mais aussi l'imaginaire que certains secrètent.

Les moins jeunes se souviennent d'un succès de Ray Ventura et ses collégiens, "Au lycée Papillon". Les paroliers y évoquaient un certain Philibert Besson. Mais qui était ce monsieur ? Un député de la III^e

République, élu après un séjour en hôpital psychiatrique. Utopiste paranoïaque plus qu'aliéné au sens de la nosologie de l'époque, il défend à la tribune des projets comme l'Europa, une monnaie commune aux pays d'Europe. Il gêne. Destitué de son mandat il prend le maquis en Auvergne, travesti à l'occasion.

Le chanoine Kir est connu pour avoir donné son nom à un breuvage aussi vieux que le Bourgogne aligoté enrichi d'un doigt de crème de cassis. Il se déclarait "premier résistant de France" (un de plus) parce qu'il avait occupé la mairie de Dijon, abandonnée par la municipalité, pour s'opposer aux occupants allemands, le 16 juin 1940, deux jours avant que celui qu'il appelait, par la suite "le grand pistolet... un malade... qui pourrait devenir dangereux" lance son célèbre appel depuis

Londres. Devenu député, lorsque son intervention était programmée en séance du soir, il réussissait à emplir l'hémicycle : un exploit !

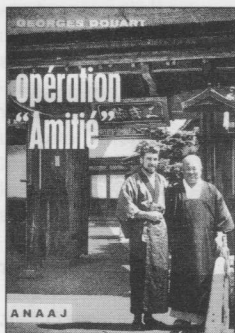
La plupart des députés cités dans le livre sont aujourd'hui des inconnus. Il vaut la peine de redécouvrir des utopies, pas toujours farfelues, et des vies guidées par le souci des autres plus que par une ambition de carrière.

A défaut de redorer l'institution parlementaire, ce livre montre que certains de ses représentants sont aussi des hommes - les femmes, dans les temps évoqués, en étaient encore absentes - dont les passions et les fantasmes reflètent souvent l'inconscient collectif qui les projette, un temps, au premier plan.

J.-J. L.

* Éditions de Paris-Max Chaleil, env. € 18.





OPERATION "AMITIÉ"

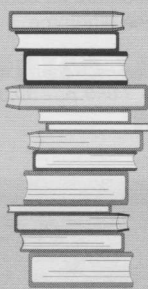
par Georges Douart

Fils et petit-fils d'ouvrier nantais, lui-même ouvrier électricien, Georges Douart raconte ici très simplement ce qui lui est arrivé. Une enfance de guerre et de misère (un père déporté en Allemagne, un frère tué dans un bombardement), la faim et la solitude, les mauvais coups d'un gang de J 3... tout cela, Georges le rejette derrière lui. Il s'en ira travailler avec d'autres jeunes sur les "Chantiers Internationaux".

Pendant trois ans il va boucliner à travers toute l'Europe, de la Laponie à la mer Noire, de l'Ecosse à l'Italie. Puis il partira pour l'Asie : deux ans aux Indes et au Pakistan comme coolie et maçon, un an au Japon comme bûcheron et terrassier ; enfin un an en Amérique, où il voyagera et sera manœuvre et charpentier.

De ce tour du monde insolite qui a été aussi pour lui le passage de l'adolescence à l'âge d'homme, Georges Douart a rapporté ce témoignage, remarquable par la fraîcheur des sentiments, la pénétration du jugement, le nombre et la diversité des aventures tragiques ou comiques qu'il a vécues. En partageant l'existence quotidienne de tous les gens qu'il a côtoyés, il a découvert avec ses yeux neufs de jeune ouvrier, un monde qui est vraiment le nôtre, un monde inconnu des touristes et des hommes d'affaires, un monde fraternel et passionnant.

Anaaj,
267 pages, 22,87 euros.



Le temps des LIVRES

LES DISCRIMINATIONS À L'EMPLOI

L'insertion professionnelle
des jeunes issus de l'immigration

Sous la direction de
Mustapha Bourmmani



LES DISCRIMINATIONS À L'EMPLOI L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ISSUS DE L'IMMIGRATION

sous la direction de
Mustapha Bourmmani

S'il est aujourd'hui clairement reconnu que des discriminations à l'emploi frappent largement les jeunes issus de l'immigration, ce phénomène n'en reste pas moins difficile à appréhender dans toutes ses dimensions et complexe à traiter. C'est pourquoi cet ouvrage vise tant à apporter des éclairages sur ce problème qu'à proposer des moyens d'action.

Les textes prenant place dans la première partie du livre fixent le cadre et les enjeux des

débats. Les processus de production de la discrimination sont au centre des contributions rassemblées dans une deuxième partie. Enfin, dans un dernier groupe de textes, ont été réunis des exemples d'actions permettant de contrer les discriminations : les voies explorées constituent autant d'outils pour faciliter l'accès au travail des jeunes issus de l'immigration.

Cet ouvrage fait suite à des rencontres organisées par le Centre régional information jeunesse de Picardie sur des questions relatives à l'insertion professionnelle des jeunes issus de l'immigration. Des textes sont issus de ces moments d'échange mais également de la poursuite de la réflexion au-delà de ces rencontres.

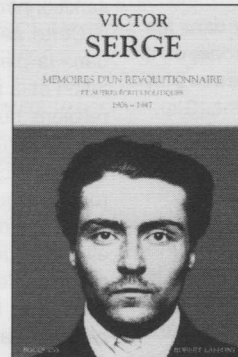
Mustapha Bourmmani, socio-économiste, est actuellement responsable du Centre de ressources intégration du CRIJ Picardie.

Avec les contributions de : Rachid Alaoui, Nadia

Benchicou, Michel Da Costa, Corinne Damerival, Hervé Dheilly, Abdelhak Eltmali, Francine Fauquembergue, Martine Letitre, Murielle Maffesoli, Olivier Noël, Tariq Ragi, François Sroczyński, Georges Vétrino, Mouna Viprey, François Vourc'h.

L'Harmattan-Licorne,
202 pages, 16,77 euros.

VICTOR SERGE MEMOIRES D'UN REVOLUTIONNAIRE



Choix des textes et
annotations par Jean
Rière et Jil Silberstein

Affamé de fraternité et de justice sociale, Victor Serge (Bruxelles, 1890 - Mexico, 1947) devient, à

vingt ans, l'un des fers de lance du mouvement anarchiste français. Injustement condamné à cinq ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, il rejoint la Révolution russe en janvier 1919. Membre de l'Exécutif de l'Internationale communiste, avocat du bolchevisme en une période cruciale où l'écrasement menace de toutes parts, ce fils d'émigrés anti-tsaristes qui défend corps et âmes les acquis d'Octobre 1917 ne tarde pas à dénoncer le sanglant Thermidor orchestré par Staline. Passé à l'opposition incarnée par Trotski, incarcéré, condamné, déporté dans l'Oural, il doit son salut au seul acharnement d'une poignée d'amis français et belges.

Expulsé en 1936, déchu de la nationalité soviétique, dépouillé de ses manuscrits, Serge revient à Bruxelles pour y devenir aussitôt la cible d'une féroce campagne de dénigrement répercutée par les fidèles du Komintern. Cet acharnement ne l'empêche pas de rendre compte, jour après jour, des purges et procès qui voient tomber, en URSS, aux côtés de centaines de milliers d'innocents, la vieille garde révolutionnaire. Il dénonce également les attaques de Staline contre anarchistes et partisans du POUM qui se battent en Espagne. En 1937, exaspéré par l'intransigeance de Trotski, il rompt avec le fondateur de la IV^e Internationale. Contraint à l'exil par la Seconde guerre mondiale, il parvient au Mexique. Indigent, esseulé, il y poursuit jusqu'à son dernier souffle son combat pour un renouvellement du socialisme.

Ecartant la volumineuse œuvre romanesque et critique de Victor Serge, le présent ouvrage offre un témoignage incandescent sur le naufrage politique que fut le bolchevisme. Mais aussi et surtout il retrace la trajectoire d'un écrivain majeur qui sut dire

UNE EXPOSITION SUR LES PRATIQUES LIEES A LA TELEVISION "VIENS CHEZ MOI Y'A LA TELE"

Ecomusée de Fresnes du 13 février au 13 octobre 2002

La société moderne est aujourd'hui fortement marquée par la présence et l'usage du petit écran qui structure le rythme de nos journées autant que notre rapport au monde et au savoir.

Dans cette exposition, sont présentées les multiples façons dont la télévision s'inscrit dans le paysage physique et relationnel domestique. La façon dont l'usager se réapproprie la télé et le rôle de celle-ci dans la construction d'une culture commune est mise en évidence.

Horaires d'ouverture :

Du mercredi au samedi de 10h à 12h et de 14h à 18h

Le mardi, le dimanche et les jours fériés de 14h à 18h

Fermé le 1^{er} mai et au mois d'août.

Entrée gratuite

écomusée de Fresnes

Ferme de Cottinville, 41 rue Maurice Ténine
94260 Fresnes



LE PLAISIR SUBVERSIF

"L'amour et la nourriture ont la même importance pour notre santé et notre survie" KO TSEU

Pierre-Louis Giannerini, *Amour et érotisme dans la sculpture romane*¹

Malgré l'étude scolaire de quelques fabliaux ayant pour héros des moines lubriques et le curé de Montailhou², amant infatigable de ses paroissiennes, le Moyen Âge reste marqué dans notre imaginaire par l'obscurantisme et l'aliénation.

Après dix ans de recherche dans les édifices romans de toute l'Europe, où il a photographié de nombreuses et explicites scènes d'amour, P-L Giannerini nous révèle un XI^{ème} siècle d'une permissivité de mœurs, en particulier pour le clergé, inimaginable de nos jours. Il nous en fait saisir les multiples motivations. Le nouveau testament exalte la virginité et le célibat, et dès le IX^{ème} siècle des pénitentiels, au service de la répression sexuelle, codifient strictement les relations amoureuses sans autre effet que d'y ajouter le piment de l'interdit. Au XI^{ème} la réforme grégorienne étend l'obligation de la chasteté, déjà officielle pour les moines et les religieuses, aux évêques, prêtres, diacres et sous-diacres. Mais l'église du XII^{ème} siècle est riche, puissante; elle va défendre avec vigueur son droit au plaisir.

Dans cette société encore empreinte du polythéisme gréco-romain et superficiellement convertie, l'abstinence répugne à tout le monde. Le paganisme et ses pratiques millénaires subsistent en s'adaptant à la nouvelle religion. Les fêtes, les dieux changent de nom et s'installent dans les sanctuaires. Priape, avec ses attributs d'origine, relevant du culte du phallus et de la fertilité, devient Saint Greluchon, Faustin ou Foutin, sans offusquer qui-conque.

La notion alliant sacré et sexualité, très présente dans les mythologies égyptienne, grecque et asiatique existe aussi dans le judaïsme, l'islam et chez les mystiques catholiques. Elle survi-
vra longtemps, surtout en Allemagne,

dans le *Risus Paschalis*, de véritables Pâques érotiques où, durant la messe, le prédicateur raconte des histoires salaces avant de montrer son sexe et de se masturber devant les fidèles hilares. Pour attirer et retenir une population avide de réjouissances, quand on n'y fait pas l'amour, on boit, on mange, on chante et on danse de manière effrénée dans les églises. La sexualité fait partie de la vie de tous les jours, la plupart des prêtres sont mariés ou vivent en concubinage, parfois avec des nonnes. Il n'est pas rare d'être évêque de père en fils. Quant aux clercs ils ont une sexualité débordante et rivalisent publiquement avec les laïques pour déterminer lesquels sont les meilleurs amants. André le Chapelain, persuadé de la supériorité des religieux dans ce domaine, rédige une encyclopédie du savoir amoureux qui est un véritable traité de "copulation courtoise". Toutes les jouissances sont revendiquées et pratiquées, l'homosexualité des deux sexes est si tolérée, que le temps des interdits venu, les prêtres mariés vont s'indigner qu'on s'attaque à eux avant de sanctionner les sodomites.

Cette sexualité débridée, sculptée dans la pierre, reflète aussi la cohabitation et la perméabilité réciproque des religions du livre, elles-mêmes influencées par l'Asie via l'empire musulman. Cela explique la présence de statues romanes reproduisant des positions de yoga, des dieux et génies bouddhiques ainsi que des scènes d'accouplements rappelant le Kama-Sutra. Les pères de l'église et les théologiens vont avoir bien du mal à endiguer cette vitalité et à l'associer au sentiment de péché et de culpabilité. Ce fort courant contestataire périlclitera lentement pour en arriver à la morale étouffante du XIX^{ème} siècle. "Le travail est la meilleure police": la société devenue de plus en plus coercitive entendra exploiter au maximum les bras nécessaires à l'industrie. L'érotisme, manifestation de liberté antisociale ne cessera plus d'être combattu. Le plaisir sera honteux, la chair triste et le travail la valeur dominante.

La profonde insatisfaction ambiante, en dépit d'une intense exploitation commerciale par l'industrie du sexe, est signe qu'une véritable révolution sexuelle reste à venir.

Hélène Fabre

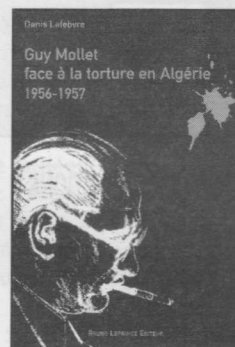
1. A commander par correspondance (140 FRF) auprès de l'auteur: P.L. Giannerini 81 rue Labarraque 64400 Oloron Sainte-Marie.

L'auteur, élève de Georges Duby à Aix-en-Provence, est professeur d'histoire, écrivain, photographe, guide conférencier; son ouvrage est écrit avec la collaboration d'Anne Gilles.

2. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montailhou village occitan, de 1294 à 1324*, Paris, Gallimard.

non en écoutant sa seule conscience d'homme.

Editions Robert Laffont - 1 050 p. - 30,30 Euros.



GUY MOLLET FACE À LA TORTURE EN ALGERIE 1956-1957

par Denis Lefebvre

Le passage de Guy Mollet à la tête du gouvernement de janvier 56 à mai 57 n'a pas laissé dans la mémoire des Français un souvenir ineffable. Reconnaissons qu'il se heurta dès février 56 à l'hostilité des Français d'Algérie partisans de l'Algérie française. Le problème algérien domina dès lors la gestion de son ministère. On peut alors se poser la question de savoir s'il a cautionné directement ou indirectement, contre sa volonté, les militaires responsables de la torture, nécessaire selon ces derniers à la victoire de la "pacification algérienne". Denis Lefebvre n'a pas hésité à répondre à cette question en historien, à partir d'archives personnelles inédites. Il apporte un éclairage nouveau, une lecture intègre sur une période dramatique encore mal connue.

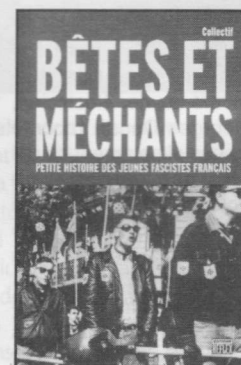
Un militaire de carrière, engagé dans les Aurès pendant la guerre me disait son angoisse quand il voyait arriver de jeunes appelés dans son régiment. "On les envoie à une mort probable" me confiait-il "ils ne sont pas rompus à affronter le terrorisme".

Certes, la négociation aurait été préférable à la force. On disait alors que Guy Mollet n'avait pas le choix, que la guerre était inévitable. On verra que

le prestigieux personnage prenant sa place un an plus tard ne fera pas mieux. Peut-être devrait-on enquêter pour savoir si "Le Général" était au courant des tortures et s'il a levé le petit doigt pour les empêcher et les sanctionner.

G. Pelletier

Bruno Leprince Editeur, 124 pages, 12,95 euros.



BÊTES ET MÉCHANTS Petite histoire des jeunes fascistes français

par des militants du Réseau No Pasaran

Depuis la reconstruction de l'extrême-droite française aux lendemains de la Seconde guerre mondiale, les jeunes fascistes n'ont cessé, malgré leur faible audience et leur manque d'implantation dans la société, de s'agiter, de tenter de propager leurs idées nauséabondes et de nuire à certaines franges de la population.

Ces groupes, organisations et partis dont nous retraçons l'histoire se réclament pour la plupart du fascisme. L'appellation "jeune", si elle tient en partie à l'âge de leurs membres, renvoie plutôt à une forme de pratique politique. L'apologie de la violence libératrice, la radicalité du discours allant jusqu'à la glorification du nazisme, l'activisme effréné comme mode de vie, le fonctionnement par bandes affinitaires, les provocations permanentes, l'absence de réflexion théorique, la mythification de certaines périodes de l'Histoire, un anticommunisme délirant et un goût immodéré pour la "baston" en

EXPOSITION

Le centre trentième anniversaire de l'épopée : les ors de la République

Sous les ors du Palais Bourbon Raymond Forni, président de l'Assemblée Nationale, a accueilli une très remarquable exposition organisée par l'Association des amis de la Commune de Paris (1871) pour le centre trentième anniversaire de l'épopée. Du 22 novembre au 8 décembre 2001 des milliers de personnes purent admirer (ou dénigrer une remarquable exposition de 20 peintres. Des toiles appartenant à toutes les écoles et à toutes les sensibilités car nulle plus que la Commune ne fut ouverte, sous l'impulsion du géant Gustave Courbet, à l'art. Il devenait à la portée de tous les yeux. Il n'était plus réservé à une minorité, celle de l'argent roi.

Les vingt

François Arnal (*La Honte des Meeps*); Henri Cueco (*La Grève*); François Féret (*Le Rêve de Louise Michel*); André Fourgeron (*Tableau cynégétique ou l'hallali de Gustave Courbet*); Gérard Goselin (*Hommage aux femmes de la Commune de Paris*); François Hilsum (*Mondialisation*); Ladislav Kijno (*Grande icône pour Arthur Rimbaud et la Commune*); Peter Klasen (*1871 - Hommage à Courbet/Barricade*); Jacques Monory (*Un ange*); Melik Ouzani (*Triple assaut final*); Ernest Pignon-Ernest (*La Commune*); Jean Rustin (*Hommage aux morts de la Commune*); Max Schoendorff (*Comme une Commune*); Antonio Seguí (*Souvenir de la Commune*); Anne Slacik (*Byra*); Yvon Taillandier (*Hommage à Alphonse Humbert et Julien Landry*); Boris Taslitzky (*Commémoration de la Commune au cimetière du Père Lachaise en 1935*); Vladimir Velickov (*Homme*); Jacques Lilleglé (*Pour l'égalité - Lille-Rue Littré*); Catherine Viollot (*Louise(s) - Elle fut déjà de l'humanité de demain*).

Chaque œuvre apporte sa force, sa sensibilité, son imaginaire, son idée de la Commune. Chaque toile est engagée dans la lutte entamée par Eugène Varlin, Louise Michel, Gustave Courbet, Eugène Pottier, Jules Vallés, par les connus et les inconnus, les illustres et les invisibles, dressés contre Thiers et ses ruraux, son maréchal et ses généraux, clique immonde d'assassins. Il suffisait d'entendre quelques réflexions, parmi les visiteurs, pour saisir que la lutte de classes n'est pas morte. Il y a, toujours et encore, des bourgeois pour dénoncer la "racaille"!

Les documents

Une autre partie de l'exposition était consacrée aux documents.

Affiches, journaux, livres, dessins, objets s'offrent sur les murs ou dans des vitrines. Nous sommes au cœur de ces semaines où un nouveau monde s'ébauche, s'imaginer, se décide. Ici, un *Appel aux ouvrières* signé par Léon Frankel, délégué au département du travail et de l'échange, ratifié par Nathalie Le Mel, Aline Jacquier, Leloup, Blanche Lefevre, Collin, Jarry, Elisabeth Dmitrieff.

Plus loin, nous lisons un extrait de lettre de Gustave Flaubert à Georges Sand. Ces deux fripouilles friquées craignent pour leurs intérêts... Le peuple, avec les descriptions pittoresques, reste à sa place. Il ne doit pas chercher à prendre en main son destin.

Pour un Victor Hugo qui défend, d'emblée, les survivants de troupeau des écrivassiers à la suite des frères Goncourt, de Théophile Gautier et autres Maxime du Camp se jette dans la curée. Emile Zola, lui aussi, hurle avec la horde.

On se penche sur les corrections d'une plume fine et élégante de Prosper-Olivier Lissagaray sur une épreuve de son *Histoire de la Commune* (immortel chef d'œuvre).

Ici, tout parle au cœur et à l'intelligence. Beaucoup font, à plusieurs reprises, le parcours pour mieux apprécier chaque chose.

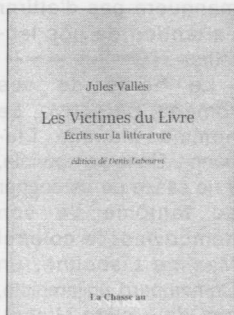
La Commune ? Elle ne cesse de nous parler.

Pierre Ysmal

(Association des Amis de la Commune de Paris, 46, rue des Cinq Diamants, 75013 Paris)

constituent les principales caractéristiques.

Editions Reflex -
21 ter, rue Voltaire,
75011 Paris. Prix : 10
Euros.



**LES VICTIMES
DU LIVRE**
ECRITS SUR
LA LITTÉRATURE
par Jules Vallés

De 1857 jusqu'à sa mort en 1885, du Figaro au Cri du Peuple, Jules Vallés a beaucoup écrit sur la littérature. Et il ne s'agissait pas seulement

de réagir à l'actualité, mais de mettre en question les formes du roman et la fonction même du livre en un temps de vifs débats esthétiques et politiques.

Dans ces pages, le pamphlétaire exerce sa verve inventive, le révolutionnaire proclame ses refus et ses rêves, le romancier de Jacques Vingtras définit sa poétique. L'exigence de liberté, contre les illusions aliénantes de la littérature consacrée, appelle encore et toujours l'acte d'écrire : "Les victimes du Livre, quel livre à faire !"

Edition de Denis
Labouret, 334 pages,
28,20 euros.

LA BELLEVILLOISE

Dans un précédent numéro nous vous annonçons la sortie de "La Bellevilloise",

Exposition

Histoires de calendriers

L'exposition "De temps en temps... histoires de calendriers" montrent à quel point nos modes de décompte du temps sont déterminés par les aléas de l'Histoire.

Les calendriers se présentent comme des instruments mis au point par l'homme pour mesurer un temps donné et extérieur, considéré comme tout autre phénomène physique. Mais le choix des découpages est toujours arbitraire. Le décompte du temps, qui peut sembler simplement dicté par les conditions naturelles, s'avère être un **héritage historique** remodelé par les décisions religieuses et/ou politiques. L'évolution de la conception du temps permet la mise au point de nouveaux types d'instruments. En retour, ceux-ci contribuent largement à modifier la perception de l'écoulement chronologique, influencent la vie quotidienne en permettant de passer du Temps absolu au temps utile : c'est-à-dire qu'ils créent le **temps humain**. D'où l'intérêt que les pouvoirs ont toujours manifesté pour l'invention, la diffusion et le contrôle de ceux-ci.

"De temps en temps" cherche donc à mettre en évidence les mutations intellectuelles, religieuses, politiques que l'évolution conceptuelle et typologique du calendrier occidental suppose et/ou qu'elle conditionne.

L'exposition présente plus de 150 pièces couvrant 2000 ans d'Histoire. La Bibliothèque nationale de France, le Conservatoire national des Arts et Métiers, le Musée national des Arts et Traditions populaires, le Musée national des Thermes et de l'Hôtel de Cluny, etc.) se sont associés aux Archives nationales pour offrir au public une grande variété de pièces : de la pierre tombale jusqu'au calendrier des postes, en passant par les actes de la chancellerie royale ou la chronique universelle d'un historien médiéval. Cette exposition montre le calendrier utilisé quotidiennement comme le fruit d'une complexe maturation historique et permet de s'interroger sur le rôle du pouvoir dans la définition de nos cadres temporels.

L'exposition a lieu jusqu'au 8 février à l'Hôtel de Rohan, 87 rue Vieille-du-Temple à Paris.



Corto Pratt et Tintin Hergé

D'un côté les mêmes d'un scout puceau baptisé Tintin.

De l'autre les aventures d'un séducteur dans un univers explosé.

Tintin semble toujours, entre deux genuflexions et trois pater, traîner derrière lui l'odeur de cierges mal consumés et d'eau bénite croupie. Ses partenaires se livrent à une lutte impitoyable pour un premier prix de débilité. Tintin assure sa relative survie grâce à une entreprise commerciale chargée d'exploiter le mythe. Ses albums sont-ils toujours aussi vendus ? N'a-t-il pas fait son plein le hideux adolescent échappé de sacristie ?

Hergé, enfermé dans son bureau-confessionnal ne rate aucun cliché en tartinant un racisme éprouvé. Il exalte l'orgueil (débile) de l'homme blanc. Aussi, le

Congo lui permet d'ironiser sur les noirs "mori-cauds" pendant que le "bon" missionnaire barbu et ensoutané l'approuve...

Tintin compte donc des inconditionnels prêts à croire en son génie. Il est vrai que certains, en 2001, pensent que Thiers fut un homme d'Etat et Philippe Pétain le sauveur de la France. L'un était le chef des assassins de la Commune de Paris (1871), l'autre le chef de l'Etat français aux ordres d'Adolf Hitler.

Corto

Les éditions Casterman en publiant, en couleur, *Lointaines îles du vent*, la revue *Geo* en consacrant un hors-série au "monde extraordinaire de Corto Maltesse" rendent un superbe hommage à Hugo Pratt.

Hugo Pratt (15 juin 1927-20 août 1995), extraordinaire voya-



Hugo Pratt

geur à travers la planète, grand bourlin-gueur, traverse son siècle dans les orages, tourmentes, cyclones, brises, pluies, éclairs d'un temps où les guerres incessantes décuplent les énergies, brisent les destins.

Qui ne donnerait une planche de Corto Maltesse pour trois douzaine de dessins d'Hergé ?

Lointaines îles du vent offre très brèves histoires : *Têtes de champions* ; *La Conga des bananes* ; *Vaudou pour Monsieur le Président*. Elles se dégustent



Corto Maltesse

avec un bonheur constant car comme le proclame l'éditeur : "Une atmosphère chaude et mystérieuse, aux parfums de trafics et de sel, de rites magiques et de rhum". En somme, le dépaysement garanti avec, en prime, des créatures aguichantes. Très !

Géo avec ce numéro fait, presque oublier, les pages insignifiantes réservées, il y a peu, à Hergé (le n° 40 de l'indispensable *Bo Doï* avec son dossier *Haddock pavoise à Paris* permet à Jean-Marc

Vidal et à ses chroniqueurs de faire le point avec une rare objectivité).

Michel Pierre, aux talents multiples, et quelques autres montrent chaque facette d'Hugo Pratt, dévoilent chaque intention de Corto Maltesse, superbe héros, véritable marin affrontant, avec un charme inaltérable, les pires situations. Son complice, son âme damnée Rasputine, reste un compagnon attentif. Ils se connaissent depuis la fin de la guerre russo-japonaise (1905). De Venise au transsibérien, de Bahia au Harar, d'album en album, Corto poursuit sa quête.

Il est devenu, à jamais, un compagnon fraternel.

Pierre Ysmal

Lointaines îles du vent par Hugo Pratt, Casterman, 80 p.

Geo, hors-série Le monde extraordinaire de Corto Maltesse, 45 F.

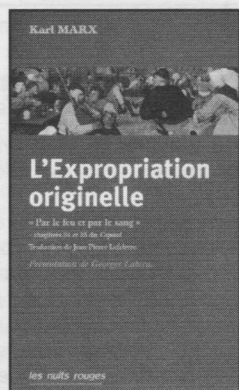
Bo Doï, ce mensuel se trouve dans tous les (bons) kiosques.

ouvrage rassemblant plusieurs participations dont celle de Christiane Demeulenaere-Douyère, auteur d'un article "*La Bellevilloise ou la citoyenneté au quotidien*" paru dans le numéro 115 de *Gavroche*.



Cet ouvrage sur l'une des sociétés les plus représentatives et les plus célèbres du mouvement coopératif est édité chez Créaphis.

En vente au siège social : Editions Créaphis, l'Ecole des filles, 26400 Grâne au prix de 30 Euros.



L'EXPROPRIATION ORIGINELLE

Par le feu
et par le sang
(Chapitres 24
et 25 du *Capital*)

Traduction
de Jean-Pierre Lefebvre
Présentation de Georges Labica

Les fameux derniers chapitres du Livre I du *Capital*, consacrés à l'Accumulation initiale et à la Théorie de la colonisation, qui forment un

véritable Traité de la violence par laquelle le capitalisme s'est assuré la position dominante sur les ruines de la féodalité, sont publiés ici sous l'intitulé, suggéré par Marx lui-même, de l'Expropriation originelle. Pour en faciliter la lecture, on a intégré dans le corps du texte la plupart des nombreuses notes de bas de page.

Ce surgissement du capitalisme, Marx le situe dès avant le pillage des métaux précieux de l'Amérique par les puissances hispaniques, au XV^e siècle. Le processus aurait débuté en fait à la fin du Moyen Age avec l'accaparement des terres par la noblesse et le bourgeoisie, alliées pour arracher aux travailleurs les maigres outils de production dont ils disposaient. Opération "menée avec un terrorisme impitoyable". Une

chose est sûre : hier comme aujourd'hui, ici comme partout, si "la propriété, c'est le vol", le capital, c'est le crime.

Editions Les Nuits
Rouge - Prix 8 Euros.



12, RUE MECKERT

par Didier Daeninckx
Didier Daeninckx est l'un des romanciers les plus talentueux, personne n'en doute. Comme la plupart de ses

collègues, il cherche son inspiration dans l'Histoire. Personne ne songerait à le lui reprocher. Par contre, il s'intéresse plus particulièrement aux événements de la Commune de Paris et cela ne manquera pas d'attirer l'attention de nos lecteurs.

Le héros de ses romans, détective, se nomme Maxime Lisbonne. Dans son périple, il ne cesse de se cogner au fantôme de son homonyme, le colonel Maxime Lisbonne, un Communard unijambiste, ami de Louise Michel, déporté en Nouvelle Calédonie, et qui inventa le strip-tease en 1884, rue des Martyrs.

De la même manière que l'historien, l'auteur se réfère à sa volumineuse documentation personnelle ; ceci donne aux références historiques de ses romans un

caractère d'authenticité indiscutable.

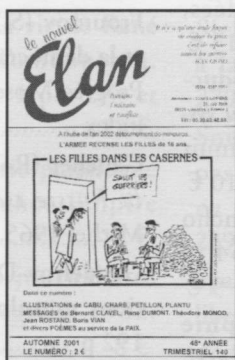
Comment apprendre La Commune en se distrayant, voilà la recette de l'auteur. Nous tenons à le féliciter et nous espérons publier un jour, dans nos colonnes, un véritable article, fruit de sa plume.

G. Pelletier

Gallimard, Série noire. Dans toutes bonnes librairies, 8 Euros.

A noter dans ce numéro un article sur la situation en Turquie après le Conseil de l'Internationale des résistants à la guerre, suivi d'un séminaire sur le mouvement des femmes dans ce pays où la torture reste une pratique courante.

BP 196, 75624 Paris Cedex 13. Prix : 3,05 Euros.



LE NOUVEL ELAN

La revue "Elan" reprend sa parution. Fondée en 1954, cette revue pacifiste trimestrielle méritait de ne pas disparaître tant l'actualité démontre les nécessités d'avoir des voix qui disent et redisent comme Giono que la meilleure façon de vouloir la paix c'est de refuser toutes les guerres.

Louis Lippens, 31, rue Foch, 59126 Linselles. Prix : 2 Euros.

Nous publions avec plaisir ce poème envoyé en même temps que son renouvellement d'abonnement par un lecteur.

A toi Jimmy, qui clames ton innocence dans le couloir de la mort ; innocent mais noir !
 A toi Yoannah l'indienne, qui continues à affirmer que la terre est notre mère et ne peut appartenir à quiconque.
 A toi Ahmed, qui ne crois plus à Allah depuis bien longtemps et à qui le ciel n'envoie que des missiles.
 A toi Isaac, qui ne crois pas plus à Jéhovah mais qui malgré les cris de haine admire la beauté argentée des oliviers aux côtés d'Ahmed.
 A toi John, qui a tout quitté pour ne pas aller brûler au napalm les enfants du Vietnam.
 A toi Valdemir, dont la guitare résonne encore malgré les tortures dirigées par des agents de la CIA.
 A toi Juana, fusillée dans un stade de Santiago par les soldats de Pinochet financés par la même CIA.
 A toi René, qui t'enfuis avec le prisonnier fellagha que tu aurais dû fusiller au matin.
 A toi Carmela, milicienne sur le front d'Aragon, qui avais pris les armes parce que tu étais féministe et pacifiste.
 A toi Bartolomeo, qui rêvais de liberté et es mort sur la chaise électrique pour un crime que tu n'avais pas commis.
 A toi Yvan, le petit paysans d'Ukraine, qui luttas contre les blancs et mourus sous les balles des rouges.
 A toi Louise, qui jetée au bain par les Versaillais parlais de dignité avec tes amis canaques.
 A toi Jacques le vilain, qui avec tes compagnons te soulevas contre ton seigneur pour créer une république libre.
 A toi Spartacus le gladiateur, qui un jour refusas de tuer tes camarades et retournas tes armes contre les prétendus maîtres.
 A tous ceux qui peuvent fredonner ce refrain d'Atahualpa Yupanqui :
*J'ai tant de frères que je ne peux les compter
 Et une fiancée très belle qui s'appelle
 Liberté.*
 A tous les vaincus d'hier et d'aujourd'hui qui, la tête haute, se transmettent cette petite flamme.
 A tous Salut et Fraternité.

Michel Lemoust

REVUES



UNION PACIFISTE

Dans son numéro de novembre la revue Union Pacifiste analyse longuement et pertinemment l'actualité du moment. Un non à la guerre argumenté et un rappel pas inutile : "La paranoïa des puissants porte en elle le militarisme et son clone le terrorisme".

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 122 pour l'année 2002
 Un an 5 numéros (dont 1 double) : 30 € - Étranger : Europe 32 € (par avion)
 Tarif spécial étudiant : 22 € sur justification.

Nom Prénom
 Profession
 Adresse
 Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à : Éditions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
 CCP 5027 58 E ROUEN

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci!

Aarons et Loftus, Des Nazis au Vatican. Olivier Orban, 399 p. index 12 €
 Alix (Christine), Le Saint-Siège et les nationalismes en Europe 1870-1950. Sirey 1962, 367 p. index 11 €
 Andrieu (René), Les communistes et la Révolution. Julliard 1968, 315 p. 7 €
 Aron (Robert), Histoire de la Libération de la France juin 1944-mai 1945. Fayard, Grandes Etudes con-

temp. 1959, 779 p. index (couv. défraîchie) 15 €
 Bardoux (Jacques), La délivrance de Paris. *Séances secrètes et négociations clandestines*. A. Fayard 1958, 388 p. 15 €
 Bataille (Georges), Le procès de Gilles de Rais. Pauvert 1985, 342 p. 10 €
 Béraud (Henri), Lyon d'hier et de toujours. *Chroniques lyonnaises*. Bartillat 1992, 330 p. ill. 11 €
 Blais (Marie-Claude), Au principe de la République. Le cas Renouvier. Gallimard Bibliothèque des idées, 436 p. 13 €
 Bourdieu et Passeron, La Reproduction. *Eléments pour une théorie du système d'enseignement*. Ed. de Minuit 1970, 281 p. index 10 €
 Camp (Jean), En selle avec Pancho Villa. Amiot-Dumont 1952, 254 p. (N.C.) couv. ill. 9 €
 Castro (Josué de), Géographie de la faim. *La faim au Brésil*. Ed. Ouvrières 1949, 262 p. + cartes et ill. (n.c.) 8 €
 Chouraqui (André), Lettre à un ami arabe. Mame 1970, 265 p. 9 €
 Closos et Filippi, L'Economie et les Finances. PUF 1968, 515 p. 8 €
 Dansette (Adrien), Histoire religieuse de la France contemporaine. *De la Révolution à la III^e République*. Flammarion 1948, 528 p. chronologie, index 13 €
 Déroulède (Paul), Chants du Paysan. Calmann Lévy 1893, 110 p. 14 €
 Dommanget (Maurice), Les Enragés 1793/Les curés rouges. Spartacus N° 70, 132 p. 6 €

Dommanget (Maurice), Un drame politique en 1848. Les deux sirènes 1948, 245 p. 12 €
 Faure (Edgar) / Sollers (Philippe), Au-delà du dialogue. Balland face à face 1977, 184 p. 6 €
 Fejtö (François), L'ère de Staline 1945-1952. *Histoire des démocraties populaires T.1*. Seuil P. 1972 384 p. index 8 €
 Fouchet (Christian), Au service du général de Gaulle. Plon 1971, 299 p. 6 €
 Froumov (S.), La Commune de Paris et la démocratisation de l'école. Ed. du Progrès Moscou (s.d. 1958?) cart. Ill. index 15 €
 Gaucher (Roland), Les Terroristes. *De la Russie tsariste à l'O.A.S.* Albin Michel 1965, 372 p. ill. 9 €
 Gaudefroy-Demombynes, Les Institutions musulmanes. Flammarion 1921, 192 p. 12 €
 Gazier (Bernard), Economie du travail et de l'emploi. Précis Dalloz 1991, 435 p. 9 €
 Georges-Anquetil, Satan conduit le bal. *Roman pamphlétaire*. Paris-Edition 1930, 536 p. couv. ill. 10 €
 Grapin (Jacqueline), Radioscopie des Etats-Unis. *de la chute de Saïgon à la prise de Kaboul*. Calmann-Lévy 1980, 353 p. 9 €
 Grossu (Sergiu), Les enfants du Goulag. France-Empire 1979, 255 p. 8 €
 Guignebert (Charles), L'évolution des dogmes. Flammarion 1910, 351 p. 10 €



LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : Adresse :
 Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
Port et emballage prix forfaitaire		3,50 €
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal		
Total		

Huydens (G.), Histoire du Marquisat d'Anvers et de Saint-Empire. *Suivi de: Les Communes belges par Coomans aîné.* Ajamar Bruxelles 1848. 2 textes rel. en 1 vol in-12 (204+183) ill. de belles lithogr. (lég. défraîchi) 30 €

(IMRO), Des travailleurs aux pieds nus. *La lutte des travailleurs de l'Imprimerie rouennaise racontée par eux-mêmes.* Fédérop 1977, 334 p. ill. 10 €

Lacouture (Jean), Léon Blum. Seuil 1977, 600 p. index 15 €

Lamandé et Nanteuil, La vie de René Caillié vainqueur de Tombouctou. Plon 1928, 284 p. avec 1 portrait et une carte 12 €

Le Boterf (Hervé), La vie parisienne sous l'occupation. France-Empire 1974, 435 p. ill. index 12 €

Li (Pierre), Quand les journalistes polonais parlaient. Megrelis 1982, 416 p. 8 €

Lory (Marie-Joseph), Sur les pas d'Edmond Michelet. *Fresnes-Dachau 1943-1945.* Les Anciens de Dachau 1977, 89 p. 7 €

Malaparte (Curzio), Kaputt. Club du meilleur livre 1955, rel. Toile 525 p. 9 €

Mathiez (A.), La Révolution française. A. Colin 1939, br. Les 3 tomes ... 23 €

Melnik (Constantin), Un espion dans le siècle. *La diagonale du double.* Plon 1994, 546 p. 10 €

Ménargues (Alain), Les larmes de la colère. *Le Liban en guerre.* Presses de la Renaissance 1991, 539 p. 10 €

Mendès-France (Pierre), Sept mois et dix-sept jours juin 1954-février 1955. Julliard 1955, 380 p. 10 €

Mirbeau (Octave), Combats politiques. Séguier 1990, 296 p. chronologie 13 €

More (Thomas), L'Utopie. Ed. Soc. 1976, 207 p. 4 €

Mothé (Daniel), Les O.S. Cerf 1972, 94 p. 4 €

Néret (Jean-Alexis), Le Téméraire. *Charles de Bourgogne.* Amiot-Dumont 1952, 311 p. 11 €

Perrault (Gilles), L'orchestre rouge. Fayard 1967, cart. 576 p., ill. 12 €

Poperen (Jean), Une stratégie pour la gauche. Fayard 1969, 161 p. 6 €

Rémond (René), Les deux congrès ecclésiastiques de Reims et de Bourges 1896-1900. Sirey 1964, 242 p. index 13 €

Renault (Georges), Rois du Ruisseau. Le Livre Moderne 1900, 213 p. couv. ill. 18 €

Reynaud (Paul), Sauver le régime et le pays. *Discours prononcé au Sénat le 28 déc. 1938.* Plaquette de 37 p. 5 €

Rogissart (Jean), Le Temps des Cerises (1870-1887). Roman. Sequana 1942, 253 p. 9 €

Siegfried (André), De la III^e à la IV^e République. Grasset 1956, 270 p. 9 €

Soustelle (Jacques), La page n'est pas tournée. *La politique gaullienne en Algérie.* La Table Ronde 1965, 239 p. 7 €

Spasowski (Romuald), J'ai conquis ma liberté. *Les révélations du transfuge N° 1 de la nomenklatura polonaise.* Belfond 1986, 409 p. 9 €

UNEF/SNE Sup, Le livre noir des journées de Mai. Seuil Combats 1968, 94 p. 4 €

Verdes-Leroux (Jeannine), Scandale financier et antisémitisme catholique. *Le krach de l'Union générale.* Le Centurion 1969, 254 p. 10 €

Villeplée (Général de), Mémoires de guerre et d'après-guerre 1939-1959. Hérissé 1987, 235 p. 13 €

Wells (H.G.), La Découverte de l'Avenir et le Grand Etat. Mercure de France 1933, 263 p. 10 €

LIVRES SCOLAIRES

(tous les livres sont en bon état)

Aymard (Aubin), Le Problème aux Brevets de capacité et dans l'Enseignement primaire supérieur. *Livre de l'élève.* L. Martinet 335 p. 8 €

Basin (J.), Chimie élémentaire. *Classes de 4^e et 3^e.* B. Vuibert et Nony 1903, 120 p. ill. 8 €

Bouant (Emile), La Physique et la Chimie du Brevet élémentaire. Delalain 1913, 528 p. ill. 10 €

Gallouédec, Maurette, Martin, Géographie. *Cours complet Brevet élémentaire.* Hachette 1928, 222 p. ill. cartes en coul. 13 €

Lebaigne, Morceaux choisis d'auteurs français. *Classe de 7^e.* E. Belin 166 p. ill. 10 €

Pastouriaux et Cointet, Chimie. *Ecoles Normales 2^e année.* Delagrave 1932, 268 p. 8 €

Raubert (M.), Exercices de style et de composition française. F. Nathan 1938, 448 p. 8 €

Souché (A.), La lecture expressive et le Français. *Cours Moyen 1^{er} degré.* F. Nathan 1938, 288 p. ill. (légère mouill.) 8 €

EXCEPTIONNEL ENSEMBLE D'OUVRAGES de ou sur WALDECK-ROUSSEAU, la plupart reliés:

Action Républicaine et sociale. Bibliothèque Charpentier 1903, rel. demi mar. Envoi 40 €

Associations et Congrégations. Bibliothèque Charpentier 1901, rel. demi mar 30 €

Discours parlementaires. *Publiés par Lecouflet.* G. Charpentier 1889, Br. 584 p. 20 €

L'Etat et la Liberté. Seconde série 1883-1885. Br. 393 p. 20 €

Plaidoyers, Bibliothèque Charpentier 1906, bradel 523 p. 20 €

Politique française et étrangère. Bibliothèque Charpentier 1903, d. bas. 508 p. 20 €

Pour la République. Bibliothèque Charpentier 1904, d. bas. 524 p. 20 €

Questions sociales. Bibliothèque Charpentier 1900, d. mar. 378 p. 30 €

Testament politique. Cahiers de la Quinzaine 1904, d. mar. 215 p. ... 30 €

L'Action républicaine 1899-1902. *Trois ans de législature.* Capiomont 1902, rel. d. chag. 358 p. 30 €

Leyret (Henry), Waldeck-Rousseau et la Troisième République 1869-1889. *Intéressante biographie avec un portrait de Waldeck-Rousseau par Renouard.* Charpentier et Fasquelle 1908, Bradel, 481 p. 35 €

Descotay (Ch.), Le cabinet Dreyfus. *Une année du ministère Waldeck-Millrand.* Soye et Fils 1900, Br. (manque la couverture), 213 p. 20 €



JUIN 1871

SUR UNE BARRICADE, AU MILIEU DES PAVÉS
 SOUILLÉS D'UN SANG COUPABLE ET D'UN SANG PUR LAVÉS
 UN ENFANT DE DOUZE ANS EST PRIS AVEC DES HOMMES
 ES-TU DE CEUX-LÀ, TOI ? - L'ENFANT DIT : NOUS EN SOMMES.
 C'EST BON, DIT L'OFFICIER, ON VA TE FUSILLER.
 ATTENDS TON TOUR - L'ENFANT VOIT DES ÉCLAIRS BRILLER
 ET TOUS SES COMPAGNONS TOMBER SOUS LA MURAILLE.
 IL DIT A L'OFFICIER : PERMETTEZ-VOUS QUE J'AILLE
 RAPPORTER CETTE MONTRE A MA MÈRE CHEZ NOUS ?
 TU VEUX T'ENFUIR ? - JE VAIS REVENIR - CES VOYOUS
 ONT PEUR ! OU LOGES-TU ? - LÀ PRÈS DE LA FONTAINE.
 ET JE VAIS REVENIR, MONSIEUR LE CAPITAINE -
 VA T'EN, DRÔLE ! - L'ENFANT S'EN VA - PIÈGE GROSSIER
 ET LES SOLDATS RIAIENT AVEC LEUR OFFICIER,
 ET DES MOURANTS MÊLAIENT À CE RIRE LEUR RÂLE ;
 MAIS LE RIRE CESSA, CAR SoudAIN L'ENFANT PÂLE
 BRUSQUEMENT REPARU, FIER COMME VIALA
 VINT S'ADOSSER AU MUR ET LEUR DIT : ME VOILÀ.

(V. HUGO)